

**REPUBLIQUE GABONAISE**

**Union - Travail - Justice**



---

**MISSION MINISTERIELLE**  
**ADMINISTRATION DU TERRITOIRE**

---

**PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE**

**ANNEXE A LA LOI DE FINANCES 2025**

**Les PAP sont présentés dans des documents par mission.**

**La mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours, dons et attributions de produits attendus) et les moyens (emplois) alloués à une politique publique.**

**La présentation de chaque mission détaille :**

- la présentation du périmètre de la mission ;
- les principaux textes concernant la politique publique à mettre en œuvre et l'organisation administrative prévue ;
- les principales réformes ;
- les objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. La présentation de chaque programme indique :**

**La présentation du cadrage stratégique du programme :**

- la présentation du périmètre du programme, son articulation avec d'autres programmes, et les pilotes et les différents acteurs du programme ;
- la structuration du programme, sa segmentation en actions et la présentation de chaque action ;
- l'analyse stratégique du contexte et du champ du programme ;
- les enjeux qui en ressortent pour l'administration gabonaise ;
- les objectifs stratégiques du programme avec le type de finalité du résultat visé, le(s) résultat(s) annuel(s) attendu(s), les indicateurs d'évaluation, les éléments clés de stratégie d'action annuelle, et les contributions des opérateurs et des principaux partenaires.

**La présentation des moyens du programme et des dépenses fiscales associées :**

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres) ;
- le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation ;
- les propositions relatives aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat sont présentées en effectifs.

**La justification des crédits au premier franc CFA**

- les crédits sont justifiés, titre par titre, dès le premier franc CFA demandé.

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>2</b>
<b>MISSION ADMINISTRATION DU TERRITOIRE</b>	<b>5</b>
<b>PRESENTATION STRATEGIQUE DE LA MISSION</b>	<b>6</b>
PERIMETRE DE LA MISSION	6
DECLINAISON OPERATIONNELLE DE LA MISSION	6
OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION	7
<b>RECAPITULATION DES CREDITS</b>	<b>10</b>
<b>PROGRAMME : ADMINISTRATION TERRITORIALE</b>	<b>13</b>
<b>CADRAGE STRATEGIQUE</b>	<b>14</b>
PERIMETRE DU PROGRAMME	14
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	14
PRESENTATION DES ACTIONS	14
<b>CADRAGE STRATEGIQUE</b>	<b>16</b>
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	16
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	17
<b>PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES</b>	<b>22</b>
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	22
PROPOSITIONS D'EMPLOIS	23
<b>JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA</b>	<b>24</b>
DEPENSES DE PERSONNEL	24
AUTRES DEPENSES	24
<b>RATTACHEMENT DES SERVICES</b>	<b>26</b>
<b>PROGRAMME GESTION DES COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>27</b>
<b>PRESENTATION DU PROGRAMME</b>	<b>28</b>
PERIMETRE DU PROGRAMME	28
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	28
PRESENTATION DES ACTIONS	29
<b>CADRAGE STRATEGIQUE</b>	<b>30</b>
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	30
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	30
<b>PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES</b>	<b>39</b>
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	39
PROPOSITIONS D'EMPLOIS	40
<b>JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA</b>	<b>41</b>
DEPENSES DE PERSONNEL	41
AUTRES DEPENSES	42
<b>PROGRAMME : PREVENTION ET GESTION DES CATASTROPHES</b>	<b>43</b>
<b>PRESENTATION DU PROGRAMME</b>	<b>44</b>
PERIMETRE DU PROGRAMME	44
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	44
PRESENTATION DES ACTIONS	45
<b>CADRAGE STRATEGIQUE</b>	<b>46</b>
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	46

PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	46
<b>PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES</b>	<b>51</b>
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	51
PROPOSITIONS D'EMPLOIS	52
<b>JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA</b>	<b>53</b>
DEPENSES DE PERSONNEL	53
AUTRES DEPENSES	54
<b>RATTACHEMENT DES SERVICES</b>	<b>58</b>
<b>PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN</b>	<b>59</b>
<hr/>	
PERIMETRE DU PROGRAMME	60
DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME	60
PRESENTATION DES ACTIONS	61
<b>CADRAGE STRATEGIQUE</b>	<b>62</b>
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	62
PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES	63
<b>PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES</b>	<b>66</b>
PROPOSITIONS BUDGETAIRES	66
<b>JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA</b>	<b>67</b>
AUTRES DEPENSES	67
<b>RATTACHEMENT DES SERVICES</b>	<b>76</b>

# MISSION ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

# PRESENTATION STRATEGIQUE DE LA MISSION

La mission Administration du Territoire est portée par le **MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION.**

## PERIMETRE DE LA MISSION

La mission Administration du Territoire recouvre la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de frontières, d'élections, de libertés publiques et de protection civile.

La mission Administration du Territoire vise :

- en matière d'administration territoriale, à garantir les libertés publiques, les droits démocratiques reconnus par la loi, et à disposer de frontières claires et admises par l'ensemble des pays limitrophes ;
- en matière de gestion des collectivités locales, à rendre l'action des institutions décentralisées plus performante caractérisée par une assistance multiforme de la part de l'administration centrale ;
- en matière de gestion des catastrophes, à concourir à la prévention des risques et de réduction des catastrophes en vue de la protection des populations, ainsi que la gestion des catastrophes en apportant assistance aux populations en cas de sinistre.

La mission Administration du Territoire doit être mise en articulation avec les missions « Aménagement du territoire », « Sécurité », « Santé ».

La mission Administration du Territoire comprend quatre (4) programmes :

- Le programme administration territoriale ;
- Le programme gestion des collectivités locales ;
- Le programme gestion des catastrophes ;
- Le programme pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire.

## DECLINAISON OPERATIONNELLE DE LA MISSION

La cartographie de la mission *Administration territoriale* est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Programme Administration Territoriale	2	9	7	83	0	0
Programme Gestion des Collectivités Locales	1	0	3	0	0	0
Programme Prévention et Gestion des Catastrophes	1	0	3	0	0	0
Programme Pilotage et Soutien à la Politique d'Administration du Territoire et de la Sécurité	2	0	8	0	0	0
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>21</b>	<b>83</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'Etat recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'Etat

## OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION

**OBJECTIF N°1 : SUR LA PERIODE 2024-2026, AVOIR REUSSI A REAFIRMER LE TRACER DE LA FRONTIERE, ABORNER, ELABORER UNE POLITIQUE NATIONALE DE GOUVERNANCE, COLLECTER LES FONDS DOCUMENTAIRES PORTANT DELIMITATION DES FRONTIERES GABONAISES PRESERVER L'INTEGRITE DU TERRITOIRE NATIONAL, ET ACTUALISER LA DELIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES (LES DEPARTEMENTS DE L'OGOUE-LOLO ET L'OGOUE-MARITIME).**

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu 1 : le linéaire frontalier entre Kabala et Ejangoulou est aborné ;
- Résultat annuel attendu 2 : le linéaire frontalier entre Kom-Ayina est aborné ;
- Résultat annuel attendu 3 : le linéaire frontalier entre EKata et Youkou- est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 4 : le linéaire frontalier entre Ndindi-Lagune et Mikoundji est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu5: le linéaire frontalierpartant de la source de la MOUNIANGUE aux sources de la DJOUE est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu5: le linéaire frontalierpartant du site du Grand Village à Dienga est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu7: le linéaire frontalier de ces zones Ebebeyin, Mongomo, Sam, Kom, Koum Adza est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 8 : Le Pays dispose des Fonds documentaires sur la délimitation des Frontières nationales;
- Résultat annuel attendu 9: nombre de délimitation des départements de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Maritime.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de plan d'abornement du linéaire Kabala- Ejangoulou;	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de plan d'abornement du linéaire Kom-Ayina est disponible	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière d'EKata à Youkou dans la zone de l'Ogooué-Ivindo	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière dans la zone de la NYANGA	Nombre	N/A	01	01	01	
Réaffirmation de la Frontière dans la zone du Haut -Ogooué	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière dans la zone de l'Ogooué-Lolo	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière dans la zone du Woleu-Ntem	Nombre	N/A	01	01	01	
Mise en place d'un Fonds documentaires sur la délimitation des Frontières nationales	Nombre	N/A	01	01	01	
la délimitation des départements de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Maritime	Nombre	N/A	02	02	02	

Source des données : CNF/INC/AGEOS

## OBJECTIF N°2 : D'ICI A FIN2026, ETRE PARVENU A METTRE EN PLACE LE REGISTRE BIOMETRIQUE DES PERSONNES PHYSIQUES

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultat annuel :

- Résultat annuel attendu 1 : Déployer la nouvelle application d'enrôlement pour les demandes de NIP (Numéro d'Identifiant Personnel) ;
- Résultat annuel attendu 2 : Enrôler tous les Gabonais à partir de 16 ans ;
- Résultat annuel attendu 3 : Enrôler tous les étrangers résident sur le territoire national à partir de 16 ans ;
- Résultat annuel attendu 4 : Avoir consolidé le sentiment républicain et organisé une (1) campagne de sensibilisation avec le lancement de l'opération d'enrôlement de la carte nationale d'identité électronique

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Déployer l'application d'enrôlement pour les demandes du NIP	%	N/A	40%	40%	10%	100%
Nombre des Gabonais enrôlé à partir de 16 ans	%	N/A	30%	40%	20%	100%
Nombre des étrangers enrôlés à partir de 16 ans	%	N/A	N/A	15%	50%	100%
Avoir consolidé le sentiment républicain et organisé des campagnes de sensibilisation avec le lancement de l'opération d'enrôlement de la carte nationale d'identité électronique	%	N/A	60%	40%		

**Source des données :** DGELP

## OBJECTIF N°3 : METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE GESTION DE CATASTROPHES, D'ICI A 2025

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultat annuel

- Résultat annuel attendu : Avoir traité au moins 1800 dossiers des sinistrés sur toute l'étendue du territoire national.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2022 Réalisation PAP	2023 Prévision PAP	2024 Cible	2025 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de dossiers des sinistrés traités	Nombre			900	1800	2 700

**Source des données :** DGPC

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultats annuels**

- Résultat annuel attendu 1 : disposé de sept (07) manuels de procédures formalisés et partagés ;
- Résultat annuel attendu 2 : recenser les plaintes à l'endroit des forces de police sur la route.

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2022 Réalisation PAP	2023 Prévision PAP	2024 Cible	2025 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de manuels de procédures formalisés et partagés.	Nombre	4	11	07	3	0
Nombre de plaintes enregistrées	Nombre	242	75	50	40	30

**Source des données** : Secrétariat Général, Inspection Générale des Services et Directions Centrales

---

# RECAPITULATION DES CREDITS

## RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
		Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
			Budget hors ADP (a)	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025 (b)	Budget y compris ADP (a)+(b)				Budget hors ADP (a)	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025 (b)	Budget y compris ADP (a)+(b)		
<b>N° 2.136</b>	<b>Programme : Administration Territoriale</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 473 295 808</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 473 295 808</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>
2.136.1	Gestion et coordination de l'administration du territoire	6 066 226 646	6 030 568 646	35 658 000	6 066 226 646	6 066 226 646	6 066 226 646	6 066 226 646	6 030 568 646	35 658 000	6 066 226 646	6 066 226 646	6 066 226 646
2.136.2	Gestion des Frontières	164 354 134	164 354 134		164 354 134	164 354 134	164 354 134	164 354 134	164 354 134		164 354 134	164 354 134	164 354 134
2.136.3	Vie démocratique	278 373 028	278 373 028		278 373 028	278 373 028	278 373 028	278 373 028	278 373 028		278 373 028	278 373 028	278 373 028
<b>N° 2.143</b>	<b>Programme : Gestion des Collectivités Locales</b>	<b>16 904 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>0</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>16 904 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>0</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>
2.143.1	Elaboration de la stratégie et pilotage de la politique de décentralisation	372 251 453	382 799 934		382 799 934	382 799 934	382 799 934	372 251 453	382 799 934		382 799 934	382 799 934	382 799 934
2.143.2	Assistance aux collectivités locales	16 532 331 478	16 521 782 996		16 521 782 996	16 521 782 996	16 521 782 996	16 532 331 478	16 521 782 996		16 521 782 996	16 521 782 996	16 521 782 996
2.143.3			1 500 000 000		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000		1 500 000 000		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
<b>N° 2.150</b>	<b>Programme : Prévention et Gestion des Catastrophes</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>0</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>0</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>
2.150.1	Prévention et réduction des risques des catastrophes	1 360 480 055	1 360 480 055		1 360 480 055	1 360 480 055	1 360 480 055	1 360 480 055	1 360 480 055		1 360 480 055	1 360 480 055	1 360 480 055
2.150.2	Gestion des catastrophes	27 998 158	27 998 158		27 998 158	27 998 158	27 998 158	27 998 158	27 998 158		27 998 158	27 998 158	27 998 158
<b>N° 2.157</b>	<b>Programme : Pilotage et Soutien à la Politique d'Administration du Territoire de la Sécurité</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>0</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>0</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>
2.157.1	Pilotage de la stratégie ministérielle	592 120 167	592 120 167		592 120 167	592 120 167	592 120 167	592 120 167	592 120 167		592 120 167	592 120 167	592 120 167
2.157.2	Coordination Administrative	2 142 378 842	2 142 378 842		2 142 378 842	2 142 378 842	2 142 378 842	2 142 378 842	2 142 378 842		2 142 378 842	2 142 378 842	2 142 378 842
<b>Total mission</b>		<b>27 536 513 961</b>	<b>29 000 855 961</b>	<b>35 658 000</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>27 536 513 961</b>	<b>29 000 855 961</b>	<b>35 658 000</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>

(2) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB) ;  
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LFR pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
<b>2.136: Administration territoriale</b>	<b>6 208 953 809</b>	<b>6 473 295 808</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 208 953 809</b>	<b>6 473 295 808</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	4 982 271 865	4 982 271 864	-	4 982 271 864	4 982 271 864	4 982 271 864	4 982 271 865	4 982 271 864	-	4 982 271 864	4 982 271 864	4 982 271 864
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 087 203 644	1 351 545 644	35 658 000	1 387 203 644	1 387 203 644	1 387 203 644	1 087 203 644	1 351 545 644	35 658 000	1 387 203 644	1 387 203 644	1 387 203 644
Titre 4. Dépenses de transfert	139 478 300	139 478 300	-	139 478 300	139 478 300	139 478 300	139 478 300	139 478 300	-	139 478 300	139 478 300	139 478 300
<b>2.143: Gestion des collectivités locales</b>	<b>16 777 338 826</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>0</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>16 777 338 826</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>0</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	135 555 828	135 555 828	-	135 555 828	135 555 828	135 555 828	135 555 828	135 555 828	-	135 555 828	135 555 828	135 555 828
Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	1 756 440 285	-	1 756 440 285	1 756 440 285	1 756 440 285	200 000 000	1 756 440 285	-	1 756 440 285	1 756 440 285	1 756 440 285
Titre 4. Dépenses de transfert	16 441 782 998	16 441 782 999	-	16 441 782 999	16 441 782 999	16 441 782 999	16 441 782 998	16 441 782 999	-	16 441 782 999	16 441 782 999	16 441 782 999
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	70 803 819	-	70 803 819	70 803 819	70 803 819	0	70 803 819	-	70 803 819	70 803 819	70 803 819
<b>2.150: Prévention et gestion des catastrophes</b>	<b>1 338 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>		<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 338 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>		<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	446 034 588	446 034 588	-	446 034 588	446 034 588	446 034 588	446 034 588	446 034 588	-	446 034 588	446 034 588	446 034 588
Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	75 000 000	75 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	852 443 625	852 443 625	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	852 443 625	852 443 625
<b>2.157: Pilotage et soutien aux politiques d'administration du territoire et de sécurité</b>	<b>2 333 884 531</b>	<b>2 734 499 009</b>		<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 333 884 531</b>	<b>2 734 499 009</b>		<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	1 947 508 775	2 148 123 253	-	2 148 123 253	2 148 123 253	2 148 123 253	1 947 508 775	2 148 123 253	-	2 148 123 253	2 148 123 253	2 148 123 253
Titre 3. Dépenses de biens et services	386 375 756	486 375 756	-	486 375 756	486 375 756	486 375 756	386 375 756	486 375 756	-	486 375 756	486 375 756	486 375 756
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000	100 000 000
<b>Total pour la mission</b>	<b>26 658 655 379</b>	<b>29 000 855 961</b>	<b>35 658 000</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>26 658 655 379</b>	<b>29 000 855 961</b>	<b>35 658 000</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>	<b>29 036 513 961</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	7 511 371 056	7 711 985 533		7 711 985 533	7 711 985 533	7 711 985 533	7 511 371 056	7 711 985 533		7 711 985 533	7 711 985 533	7 711 985 533
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 748 579 400	3 669 361 685		3 705 019 685	3 705 019 685	3 705 019 685	1 748 579 400	3 669 361 685		3 705 019 685	3 705 019 685	3 705 019 685
Titre 4. Dépenses de transfert	16 596 261 298	16 596 261 299		16 596 261 299	16 596 261 299	16 596 261 299	16 596 261 298	16 596 261 299		16 596 261 299	16 596 261 299	16 596 261 299
Titre 5. Dépenses d'investissement	802 443 625	1 023 247 444		1 023 247 444	1 023 247 444	1 023 247 444	802 443 625	1 023 247 444		1 023 247 444	1 023 247 444	1 023 247 444

(1) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)  
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

Numéro et intitulé du programme	EFFECTIFS					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFR pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	Effectifs 2025 (a + Ecart)
<b>PROGRAMME N° 2.136 Administration Territoriale</b>	<b>1149</b>	<b>1149</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
Hors catégorie	0	0		0	0	
Catégorie A	310	310	6	3	3	0
Catégorie B	180	180	2	2	0	0
Catégorie C	180	180	3	3	0	0
Main d'œuvre non permanente	479	479	2	2	0	0
<b>PROGRAMME N° 2.143 Gestion des Collectivistes Locale</b>						
Hors catégorie						
Catégorie A						
Catégorie B						
Catégorie C						
Main d'œuvre non permanente						
<b>PROGRAMME N° 2.150 Prévention et Gestion des Catastrophes</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
Hors catégorie	0	0	0	0	0	0
Catégorie A	6	0	0	6	6	6
Catégorie B	11	0	0	11	11	11
Catégorie C	1	0	0	1	1	1
Main d'œuvre non permanente	3	0	0	3	3	3
<b>PROGRAMME N° 2.157 Pilotage et Soutien aux politiques d'administration du territoire et de la Sécurité</b>						
Hors catégorie						
Catégorie A						
Catégorie B						
Catégorie C						
Main d'œuvre non permanente						
<b>Total pour les emplois de l'administration</b>						

# PROGRAMME : ADMINISTRATION TERRITORIALE

# CADRAGE STRATEGIQUE

## PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme Administration Territoriale (PAT) a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique publique en matière d'administration du territoire et d'élections ainsi que des libertés publiques.

Il est notamment chargé de :

- la coordination de l'activité des unités territoriales déconcentrées et décentralisées (gouvernorats, préfetures, sous-préfetures, conseils départementaux et conseils communaux) ;
- la gestion des opérations électorales ;
- la reconnaissance légale des structures associatives et des partis politiques ;
- la délimitation des circonscriptions administratives ;
- la délimitation et la gestion des frontières.

Le programme Administration Territoriale est en articulation avec le Programme Police Nationale, le Programme Intégration Africaine, Coopération Internationale et le Programme Affaires Etrangères.

En outre, Le Programme Administration Territoriale doit travailler :

- en collaboration avec la nouvelle entité qui doit gérer les élections ;
- en cohérence avec la Commission Nationale pour la Protection des Données à Caractère Personnel (CNPDCP) ;
- en cohérence avec l'Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des Fréquences (ANINF).

Le programme est placé sous la responsabilité du Directeur Général de l'Administration du Territoire (DGAT), responsable du programme.

## DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie du programme Administration Territoriale est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Action N° 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire	01	09	02	83	01	0
Action N° 2 : Gestion des frontières	0	0	01	0	0	0
Action N° 3 : Vie démocratique	01	0	02	0	0	0
<b>Total</b>	<b>02</b>	<b>09</b>	<b>05</b>	<b>83</b>	<b>01</b>	<b>0</b>

- (3) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'état recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'Etat

## PRESENTATION DES ACTIONS

Le Programme Administration Territoriale comprend trois actions : Gestion et coordination de l'Administration du Territoire, Gestion des frontières, et la Vie démocratique.

### ACTION N° 1 : Gestion et coordination de l'administration du territoire

Cette action, portée par la Direction Générale de l'Administration du Territoire (DGAT) comprend les principales activités suivantes :

- représentation de l'Etat sur l'ensemble du territoire ;
- coordination des circonscriptions administratives ;
- délivrance des autorisations d'achat et vente d'armes, des mains levées de cautions électorales et de rapatriement, des jeux de hasard et des sociétés de gardiennage, d'exhumation et d'inhumation dans les concessions familiales ;
- délimitation et découpage du territoire.
- gestion de l'information territoriale.

## **ACTION N° 2 : Gestion des frontières**

Cette action, portée par la Direction Générale de l'Administration du Territoire et par la Commission Nationale des Frontières (CNF) comprend les principales activités suivantes :

- application des textes législatifs et réglementaires ;
- surveillance des frontières ;
- sécurité et insécurité transfrontalière ;
- arbitrage des contentieux frontaliers.

## **ACTION N° 3 : Vie démocratique**

Cette action, portée par la Direction Générale des Elections et des Libertés Publiques (DGELP), comprend essentiellement les activités suivantes :

- délimitation des circonscriptions électorales ;
- mise à jour du fichier électoral ;
- dressage de la liste électorale ;
- production et distribution des cartes d'électeurs ;
- instruction civique des électeurs en matière de vote ;
- légalisation des structures associatives, partis politiques, et confessions religieuses ;
- encadrement des libertés d'association et de culte dans le respect de l'ordre public.

### ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Parmi les éléments de contexte qui impactent le Programme Administration Territoriale, il faut noter :

- le poids croissant des nouvelles technologies (par exemple, l'introduction de la biométrie dans le processus électoral et l'état civil) ;
- le développement de logiques d'action plus collectives au sein de la population (multiplication des demandes de reconnaissance d'associations, croissance des demandes d'autorisations de réunions Publiques), l'autonomisation et la structuration progressives de la société civile ;
- des engagements internationaux de plus en plus impactant (en matière de vie démocratique notamment) ;
- l'intérêt croissant des médias pour les actions relevant du Programme (élections, vie associative, réunions publiques,...) ;
- d'une façon générale, la forte augmentation des demandes des citoyens et usagers vis-à-vis de l'Administration.

Les attentes de la population et de la société civile vis-à-vis du Programme sont principalement les suivantes :

- le rapprochement de l'administration des administrés ;
- la communication avec les populations ;
- une information plus précise sur les réglementations applicables ;
- le conseil et l'accompagnement des usagers dans le cadre de leurs demandes ;
- un traitement plus rapide des demandes des citoyens / usagers.

Les autorités politiques attendent de l'action du programme :

- la restauration de l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays, à travers la modernisation des moyens et outils de travail dans les Gouvernorats, Préfectures et Sous-préfectures ;
- la transparence dans toutes les opérations électorales ;
- le contrôle strict des armes et munitions en circulation ainsi que des sociétés privées de sécurité ;
- la délimitation et la démarcation précises des frontières du pays ;
- la coordination efficace des différents services de l'Etat opérant aux frontières.

D'ores et déjà, plusieurs points forts peuvent être mis à l'actif des pouvoirs publics dans le champ du Programme :

- l'amélioration des procédures administratives et une meilleure information des usagers sur les procédures relatives aux débits de boisson, laissez-passer mortuaires, création d'associations, autorisation d'achat d'armes, ... ;
- la déconcentration partielle des décisions d'autorisation concernant les débits de boisson ;
- le maintien de la qualité des listes électorales (application informatique définitive) et le traitement des réclamations des électeurs ;
- le lancement d'une opération de recensement et de classification des associations ;
- le lancement de la mise aux normes des bureaux et résidences du personnel de commandement ;
- le début de modernisation des outils de travail au niveau central et déconcentré (informatisation) ;
- la poursuite du projet IBOGA (introduction de la biométrie dans la gestion de l'état civil et le processus électoral).

Il reste cependant un certain nombre de difficultés et insuffisances à traiter, notamment :

- la centralisation encore excessive des autorisations administratives ;
- l'information aux usagers qui reste encore globalement insuffisante ;
- l'absence de dématérialisation des procédures ;
- les délais de réponse aux usagers encore très longs (création des associations, délivrance des licences administratives) ;
- la structure administrative dédiée au domaine d'action « Libertés publiques » en ce qui concerne les associations, les partis politiques et les confessions religieuses non fonctionnelles ;
- les procédures encore à améliorer, le manque de formulaires types et d'outils d'aide à la préparation des dossiers par les usagers ;
- les chevauchements de compétences, les zones d'ombres, les problèmes de coordination entre les services relevant du Ministère de l'Intérieur et ceux relevant d'autres Ministères : contrôle des sociétés de gardiennage et de sécurité, absence du cadre juridique définitif (DGAT / Police nationale, ...) ;
- des systèmes d'information et de gestion à moderniser aux différents niveaux de commandement.

### ENJEUX

- garantir l'exercice effectif des libertés publiques et des droits démocratiques reconnus par la loi et promouvoir la tranquillité publique ;
- pouvoir disposer de frontières claires et admises par l'ensemble des pays limitrophes ;
- assurer un pilotage et une coordination efficace de l'action des Gouvernorats, Préfectures et Sous-préfectures.

**Objectif n°1 : sur la période 2024-2026, avoir réussi à identifier les besoins en matériels de transmission, l'installation et la formation des opérateurs radio dans les neuf (9) provinces.**

- Résultat annuel attendu 1: avoir identifié les besoins en matériels de transmission dans les Sous-préfecture restante ;
- Résultat annuel attendu 2 : une mission d'évaluation des travaux dans les 22 sous-préfectures ;
- Résultat annuel attendu 3 : *nombre des opérateurs radio à former sur l'ensemble du territoire national*  
la formation de 166 opérateurs radio sur l'ensemble du territoire national

**Objectif n°2 : sur la période 2024-2026, avoir réussi à réaffirmer le tracer de la frontière, aborner, élaborer une politique nationale de gouvernance, collecter les fonds documentaires portant délimitation des frontières gabonaises préserver l'intégrité du territoire national, et actualiser la délimitation des circonscriptions administratives (les départements de l'Ogooué-lolo et l'Ogooué-Maritime)**

- Résultat annuel attendu 1: Résultat annuel attendu 1 : nombre de linéaire frontalier entre Kabala et Ejangoulou est aborné ;
- Résultat annuel attendu 2 : nombre de linéaire frontalier entre Kabala et Ejangoulou est aborné ;
- Résultat annuel attendu 3 : nombre de linéaire frontalier entre Kom-Ayina est aborné ;
- Résultat annuel attendu 4 : nombre de linéaire frontalier entre EKata et Youkou- est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 5 : nombre de linéaire frontalier entre Ndindi-Lagune et Mikoundji est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 5 : nombre de linéaire frontalier partant de la source de la MOUNIANGUE aux sources de la DJOUE est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 6 : nombre de linéaire frontalier partant du site du Grand Village à Dienga est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 7 : nombre de linéaire frontalier de ces zones Ebebeyin, Mongomo, Sam, Kom, Koum Adza est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 8 : nombre de pays qui dispose des fonds documentaires sur la délimitation des frontières nationales ;
- Résultat annuel attendu 9: nombre de délimitation des départements de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Maritime.

**Objectif n°3 : d'ici à fin 2026, être parvenu à mettre en place le registre biométrique des personnes physiques**

- Résultat annuel attendu 1: déployer la nouvelle application d'enrôlement pour les demandes de NIP (Numéro d'Identifiant Personnel) ;
- Résultat annuel attendu 2 : Enrôler tous les Gabonais à partir de 16 ans ;
- Résultat annuel attendu 3 : Enrôler tous les étrangers réside sur le territoire national à partir de 16 ans ;
- Résultat annuel attendu 4 : Avoir consolidé le sentiment républicain et organisé une (1) campagne de sensibilisation avec le lancement de l'opération d'enrôlement de la carte nationale d'identité électronique

**Objectif n°4 : sur la période 2024-2026, avoir réussi à mettre en place une cartographie des associations civiles, religieuses, les syndicats, et les partis politiques dans les neuf (9) provinces.**

- Résultat annuel attendu 1: Avoir recensé, identifié et localisé les associations civiles, dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué ;
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir recensé, identifié et localisé les associations, religieuses dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué ;
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir recensé, identifié et localisé les syndicats dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué ;
- Résultat annuel attendu 4 : Avoir recensé, identifié et localisé les partis politiques dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué

**Objectif n°1 : sur la période 2024-2026, avoir réussi à identifier les besoins en matériels de transmission, l'installation et la formation des opérateurs radio dans les neuf (9) provinces.**

#### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

#### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
nombre des stations radio à installer dans les Sous-préfectures	Nombre	N/A	0	22		
nombre de formation des opérateurs radios sur toute l'étendue du territoire	Nombre	N/A	0	166		

**Source des données** : DGAT

#### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

**Résultat annuel attendu 1** : avoir identifié les besoins en matériels de transmission dans les Sous-préfecture restante ; une mission d'évaluation des travaux dans les 22 sous-préfecture.

**Résultat annuel attendu 2** : nombre des opérateurs radio à former sur l'ensemble du territoire national la formation de 166 opérateurs radio sur l'ensemble du territoire national.

#### Précisions méthodologiques :

##### **Indicateur 1 : Installation des stations radio dans les Sous-préfectures**

- Activité 1 mission d'évaluation des travaux dans les 22 sous-préfectures ;

##### **Indicateur 2 : Formation des opérateurs radio sur l'ensemble du territoire**

- Activité 1 formation de 166 opérateurs radio sur l'ensemble du territoire national ;

#### Contributions des opérateurs/partenaires :

- A.G.T.E (Atelier Gabonais de Télécom et Energie) ;
- Forces de Police Nationale/ Sécurité Pénitentiaire.

**Objectif n°2 : sur la période 2024-2026, avoir réussi à réaffirmer le tracer de la frontière, aborder, élaborer une politique nationale de gouvernance, collecter les fonds documentaires portant délimitation des frontières gabonaises préserver l'intégrité du territoire national, et actualiser la délimitation des circonscriptions administratives (les départements de l'Ogooué-Lolo et l'Ogooué-maritime).**

#### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

#### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de plan d'abornement du linéaire Kabala- Ejangoulou;	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de plan d'abornement du linéaire Kom-Ayina est disponible	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière d'EKata à Youkou dans la zone de l'Ogooué-Ivindo	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière dans la zone de la NYANGA	Nombre	N/A	01	01	01	
Réaffirmation de la Frontière dans la zone du Haut -Ogooué	Nombre	N/A	01	01	01	

Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière dans la zone de l'Ogooué-Lolo	Nombre	N/A	01	01	01	
Nombre de mission de réaffirmation de la Frontière dans la zone du Woleu-Ntem	Nombre	N/A	01	01	01	
Mise en place d'un Fonds documentaires sur la délimitation des Frontières nationales	Nombre	N/A	01	01	01	
la délimitation des départements de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Maritime	Nombre	N/A	02	02	02	

**Source des données :** CNF/INC/AGEOS

## **ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS**

- Résultat annuel attendu 1 : nombre de linéaire frontalier entre Kabala et Ejangoulou est aborné ;
- Résultat annuel attendu 2 : nombre de linéaire frontalier entre Kom-Ayina est aborné ;
- Résultat annuel attendu 3 : nombre de linéaire frontalier entre EKata et Youkou- est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 4 : nombre de linéaire frontalier entre Ndindi-Lagune et Mikoundji est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 5 : nombre de linéaire frontalier partant de la source de la MOUNIANGUE aux sources de la DJOUE est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 6 : nombre de linéaire frontalier partant du site du Grand Village à Dienga est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 7 : nombre de linéaire frontalier de ces zones Ebebeyin, Mongomo, Sam, Kom, Koum Adza est réaffirmé et aborné ;
- Résultat annuel attendu 8 : nombre de pays qui dispose des fonds documentaires sur la délimitation des frontières nationales
- Résultat annuel attendu 9: nombre de délimitation des départements de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Maritime.

### **Précisions méthodologiques :**

#### ***Indicateur 1 : Un Plan d'abornement du linéaire Kabala- Ejangoulou;***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique.

#### ***Indicateur 2 : Un Plan d'abornement du linéaire Kom-Ayina est disponible***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 3 : Réaffirmation de la Frontière d'EKata à Youkou dans la zone de l'Ogooué-Ivindo***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 4 : Réaffirmation de la Frontière dans la zone de la NYANGA***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 5 : Réaffirmation de la Frontière dans la zone du Haut -Ogooué***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 6 : Réaffirmation de la Frontière au dans la zone de l'Ogooué-Lolo***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 7 : Réaffirmation de la Frontière dans la zone du Woleu-Ntem***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 8 : Mise en place d'un Fonds documentaires sur la délimitation des Frontières nationales***

Cet indicateur (mesure) est représenté par un nombre sur la base des levées topographiques et géodésique ;

#### ***Indicateur 9 : la délimitation des départements de l'Ogooué-Lolo et de l'Ogooué-Maritime***

Elle nous permet d'explorer les textes coloniaux, ensuite aller sur le terrain procédé à la levée géodésique.

**Objectif n°3 : d'ici à fin 2026, être parvenu à mettre en place le registre biométrique des personnes physiques**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Déployer l'application d'enrôlement pour les demandes du NIP	%	N/A	40%	40%	10%	100%
Nombre des Gabonais enrôlé à partir de 16 ans	%	N/A	30%	40%	20%	100%
Nombre des étrangers enrôlés à partir de 16 ans	%	N/A	N/A	15%	50%	100%
Avoir consolidé le sentiment républicain et organisé des campagnes de sensibilisation avec le lancement de l'opération d'enrôlement de la carte nationale d'identité électronique	%	N/A	60%	40%		

**Source des données :**

**ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS**

**Résultats annuels**

Résultat annuel attendu 1 : déployer la nouvelle application d'enrôlement pour les demandes de NIP (Numéro d'Identifiant Personnel) ;

Résultat annuel attendu 2 : Enrôler tous les Gabonais à partir de 16 ans ;

Résultat annuel attendu 3 : Enrôler tous les étrangers réside sur le territoire national à partir de 16 ans ;

Résultat annuel attendu 4 : Avoir consolidé le sentiment républicain et organisé une (1) campagne de sensibilisation avec le lancement de l'opération d'enrôlement de la carte nationale d'identité électronique

**Précisions méthodologiques :**

**Indicateur 1 :** Déployer la nouvelle application d'enrôlement pour les demandes de NIP (Numéro d'Identifiant Personnel) ;

- Déploiement d'application sur les machines, formation et déploiement des équipes sur différents sites d'enrôlement

**Indicateur 2 :** Enrôler tous les Gabonais à partir de 16 ans.

- Présentation des documents exigés ;

**Indicateur 3 :** Enrôler tous les étrangers résident sur le territoire national à partir de 16 ans.

- Présentation des documents exigés ;

**Indicateur 4 :** Avoir consolidé le sentiment républicain et organisé des campagnes de sensibilisation avec le lancement de l'opération d'enrôlement de la carte nationale d'identité électronique.

- Spot publicitaire

**Contributions des opérateurs/partenaires :**

- THALES

**Objectif n°4 : sur la période 2024-2026, avoir réussi à mettre en place une cartographie des associations civiles, religieuses, les syndicats et les partis politiques dans les neuf (9) provinces.**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
nombre d'associations civiles recensé, identifié et localisé les	Nombre	N/A	100	500		
nombre d'associations religieuses recensé, identifié et localisé	Nombre	N/A	1311	500		
nombre des syndicats recensé, identifié et localisé	Nombre	N/A	N/A	200		
nombre des partis politiques recensé, identifié et localisé	Nombre	N/A	85	19		

**Source des données :** DGELP/IBOGA

**ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS**

**Résultat annuel attendu 1 :** Avoir recensé, identifié et localisé les associations civiles, dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué ;

**Résultat annuel attendu 2 :** Avoir recensé, identifié et localisé les associations, religieuses dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué ;

**Résultat annuel attendu 3 :** Avoir recensé, identifié et localisé les syndicats dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué ;

**Résultat annuel attendu 4 :** Avoir recensé, identifié et localisé les partis politiques dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué

**Précisions méthodologiques :**

**Indicateur 1 :** Avoir recensé, identifié et localisé les associations civiles sur trois provinces. Les équipes seront constituées afin de recevoir les responsables des associations civiles avec des documents justificatif pour les enregistrés sur la base des données.

**Indicateur 2 :** Avoir recensé, identifié et localisé les associations religieuses sur le territoire national. Les équipes seront constituées afin de recevoir les responsables des associations religieuses avec des documents justificatif pour les enregistrés sur la base des données.

**Indicateur 3 :** Avoir recensé, identifié et localisé les syndicats sur le territoire national. Les équipes seront constituées afin de recevoir les responsables des syndicats avec les documents justificatifs pour les enregistrés sur la base des données.

**Indicateur 4 :** Avoir recensé, identifié et localisé les partis politiques sur le territoire national. Les équipes seront constituées afin de recevoir les responsables des partis politiques avec les documents justificatifs pour les enregistrés sur la base des données.

**Contributions des opérateurs/partenaires :**

# PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

## PROPOSITIONS BUDGETAIRES

### PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LF pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
<b>2.136.1: Gestion et coordination de l'administration du territoire</b>	<b>5 766 226 647</b>	<b>6 030 568 646</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 066 226 646</b>	<b>6 066 226 646</b>	<b>6 066 226 646</b>	<b>5 766 226 647</b>	<b>6 030 568 646</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 066 226 646</b>	<b>6 066 226 646</b>	<b>6 066 226 646</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	4 955 295 417	4 955 295 416	-	4 955 295 416	4 955 295 416	4 955 295 416	4 955 295 417	4 955 295 416	-	4 955 295 416	4 955 295 416	4 955 295 416
Titre 3. Dépenses de biens et services	701 931 230	966 273 230	35 658 000	1 001 931 230	1 001 931 230	1 001 931 230	701 931 230	966 273 230	35 658 000	1 001 931 230	1 001 931 230	1 001 931 230
Titre 4. Dépenses de transfert	109 000 000	109 000 000	-	109 000 000	109 000 000	109 000 000	109 000 000	109 000 000	-	109 000 000	109 000 000	109 000 000
<b>2.136.2: Gestion des frontières</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	<b>-</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	<b>-</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>
Titre 3. Dépenses de biens et services	164 354 134	164 354 134	-	164 354 134	164 354 134	164 354 134	164 354 134	164 354 134	-	164 354 134	164 354 134	164 354 134
<b>2.136.3: Vie démocratique</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>	<b>-</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>	<b>-</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>	<b>278 373 028</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	26 976 448	26 976 448	-	26 976 448	26 976 448	26 976 448	26 976 448	26 976 448	-	26 976 448	26 976 448	26 976 448
Titre 3. Dépenses de biens et services	220 918 280	220 918 280	-	220 918 280	220 918 280	220 918 280	220 918 280	220 918 280	-	220 918 280	220 918 280	220 918 280
Titre 4. Dépenses de transfert	30 478 300	30 478 300	-	30 478 300	30 478 300	30 478 300	30 478 300	30 478 300	-	30 478 300	30 478 300	30 478 300
<b>Total pour le programme Administration territoriale</b>	<b>6 208 953 809</b>	<b>6 473 295 808</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 208 953 809</b>	<b>6 473 295 808</b>	<b>35 658 000</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>	<b>6 508 953 808</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	4 982 271 865	4 982 271 864	-	4 982 271 864	4 982 271 864	4 982 271 864	4 982 271 865	4 982 271 864	-	4 982 271 864	4 982 271 864	4 982 271 864
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 087 203 644	1 351 545 644	35 658 000	1 387 203 644	1 387 203 644	1 387 203 644	1 087 203 644	1 351 545 644	35 658 000	1 387 203 644	1 387 203 644	1 387 203 644
Titre 4. Dépenses de transfert	139 478 300	139 478 300	-	139 478 300	139 478 300	139 478 300	139 478 300	139 478 300	-	139 478 300	139 478 300	139 478 300

(1) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)  
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

## PROPOSITIONS D'EMPLOIS

### EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Effectifs					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	Effectifs 2025 (a + Ecart)
Hors catégorie	0	0		0	0	
Catégorie A	310	310	6	3	3	0
Catégorie B	180	180	2	2	0	0
Catégorie C	180	180	3	3	0	0
Main d'œuvre non permanente	479	479	2	2	0	0
<b>Total pour les emplois de l'administration</b>	1149	1149	13	10	3	0

(1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente

# JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

## DEPENSES DE PERSONNEL

Emplois de l'administration	2024 Réalisation		2025 Prévisions		Ecart (2025- 2024)	
	Effectifs	Coût total	Effectifs	Coût total	Ecart Effectifs	Ecart Coûts
<b>Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4</b>						
Hors catégorie (s1)						
Catégorie A (s2)						
Catégorie B (s3)						
Catégorie C (s4)						
Main d'œuvre non permanente (t)						
Emplois des opérateurs (u)						
<b>Total pour le programme = s + t + u</b>						

## AUTRES DEPENSES

### JUSTIFICATION PAR ACTION, ACTIVITE ET PAR TITRE

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
<b>Action 1: Gestion et coordination de l'administration du territoire</b>			<b>6 030 568 646</b>	<b>6 030 568 646</b>	
<b>Activités1 : coordination des circonscriptions administratives</b>			<b>88 334 702</b>	<b>88 334 702</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>			<b>4 982 271 864</b>	<b>4 982 271 864</b>	
<b>Titre 3: Biens et services</b>			<b>959 962 080</b>	<b>959 962 080</b>	
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>416 360 260</b>	<b>416 360 260</b>	
Gestion et fonctionnement au cabinet DG	cabinet du DG		8 153 788	8 153 788	
Gestion et fonctionnement au cabinet DG	cabinet du DGA		7 000 000	7 000 000	
Gestion et fonctionnement des directions et services	Entretien et réparation	5000000X2 Vhle	10 000 000	10 000 000	
Gestion et fonctionnement des directions et services	Fournitures de bureau		8 342 698	8 342 698	
Activité 1: gestion de l'administration territoriale en centrale	Papeterie		10 660 924	10 660 924	
Maintenance ascenseur, électricité et plomberie	MIBENGA		13 750 000	13 750 000	
gestion de l'administration territoriale en centrale et fonctionnement	Carburant véhicule divers	3000000 X 5	15 000 000	15 000 000	
Représentation de l'Etat sur l'ensemble du territoire	Tenue d'apparat		15 220 851	15 220 851	
Suivi et gestion du BOP Administration territorial	Mission de suivi du BOP	115000 X 21 jrs = (2415000 X 2= 4830000); 120000 x 21 jrs = (2520000 X 3 = 7560000)	12 390 000	12 390 000	
			264 341 999	264 341 999	
Suivi et gestion du BOP Administration territorial	Fournitures de bureau du PF		1 500 000	1 500 000	
<b>Activités régaliennes n° 2:gestion de l'information territoriale</b>			<b>50 000 000</b>	<b>50 000 000</b>	
Frais de Mission...			50 000 000	50 000 000	
<b>Activité 3 : représentation de l'Etat sur l'ensemble du territoire</b>			<b>543 601 820</b>	<b>543 601 820</b>	
	9 Gouverneurs	1485412X9	13 368 710	13 368 710	
Entretien et maintenance	48 Préfets	1050480X48	50 423 045	50 423 045	
	26 Sous- Préfets	1030681X26	26 797 715	26 797 715	
Fournitures	9 Gouverneurs	1485412X9	13 368 710	13 368 710	

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
	48 Préfets	1050480X48	50 423 045	50 423 045	
	26 Sous- Préfets	1030681X26	26 797 715	26 797 715	
Carburant véhicules divers	9 Gouverneurs	1485412X9	13 368 710	13 368 710	
	48 Préfets	1050480X48	50 423 045	50 423 045	
	26 Sous- Préfets	1030681X26	26 797 715	26 797 715	
Alimentation réception des hôtes	9 Gouverneurs	1485412X9	13 368 710	13 368 710	
	48 Préfets	1050480X48	50 423 045	50 423 045	
	26 Sous- Préfets	1030681X26	26 797 715	26 797 715	
Alimentation de la Fête du 17 août	9 Gouverneurs	1485412X9	13 368 710	13 368 710	
	48 Préfets	1050480X48	50 423 045	50 423 045	
	26 Sous- Préfets	1031931X26	26 830 215	26 830 215	
Frais de mission et de transport	9 Gouverneurs	1485412X9	13 368 710	13 368 710	
	48 Préfets	1050480X48	50 423 045	50 423 045	
	26 Sous- Préfets	1031931X26	26 830 215	26 830 215	
<b>Titre 4 : Transferts</b>			<b>109 000 000</b>	<b>109 000 000</b>	
organiser et préparer la fête de l'indépendance à Libreville			70 208 818	70 208 818	
animer et piloter les services déconcentré	Emolument des Chefferies		38 791 182	38 791 182	
<b>Action 2: Gestion des Frontières</b>			<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	
<b>Activités 1 surveillance des frontières et arbitrage des contentieux frontaliers</b>			<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	
<b>Titre 3: Biens et services</b>			<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>164 354 134</b>	<b>164 354 134</b>	
Frais de Mission...			164 354 134	164 354 134	
<b>Action 3: Vie démocratique</b>			<b>273 116 856</b>	<b>273 116 856</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>			<b>26 976 448</b>	<b>26 976 448</b>	
<b>Titre 3: Biens et services</b>			<b>220 918 280</b>	<b>220 918 280</b>	
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>220 918 280</b>	<b>220 918 280</b>	
Activité 1 : Gestion et fonctionnement au cabinet DG/DGA			18 500 000	18 500 000	
Activité 1 : Gestion et fonctionnement au cabinet DGA			10 000 000	10 000 000	
Entretien et maintenance	3 Directions (DE, DF et DCAP) et DGELP (3000000x4)		6 250 000	6 250 000	
Fournitures	3 Directions (DE, DF et DCAP) et DGELP (5000000x13)		6 250 000	6 250 000	
ANGE PROPRIETE (convention)			17 500 000	17 500 000	
Activité 3 : Gestion et fonctionnement des directions et services			23 418 280	23 418 280	
MANU AND LOGISTICS JOBS (convention d'entretien)	Entretien des espaces verts		8 750 000	8 750 000	
Activité 4 : développer les compétences des dirigeants par la participation aux séminaires			6 250 000	6 250 000	
Carburant véhicules divers	6 Véhicules divers (2000000x8)		12 500 000	12 500 000	
Activité 5 : Mission de suivi et d'élaborer des documents de gestion de la BOP			15 000 000	15 000 000	
Activités n° 1: mettre en place le registre biométrique des personnes physique :			48 250 000	48 250 000	
Activités n°2 :mettre en place une cartographie des associations civils, religieuses, les syndicats et les partis politiques dans les neuf (9)provinces.			48 250 000	48 250 000	
<b>Titre 4 : Transferts</b>			<b>30 478 300</b>	<b>30 478 300</b>	
Subvention pour charge de service public			30 478 300	30 478 300	
<b>Total programme</b>	-	-	<b>6 473 295 808</b>	<b>6 473 295 808</b>	-

# RATTACHEMENT DES SERVICES

Intitulé du Programme	Intitulé du BOP	Intitulé UO	Poste Comptable	Services rattachés		
XX.XXX : XXXXX	A1 : XXXX	A1K1 : XXX	0000	<b>Cabinet du Directeur Général de XXXXXXXX</b>		
				ServiceXXXXXX		
				Service XXXXXXXX		
						Service XXXXXXXX
		A1K2 : XXXX				<b>Direction XXXX</b>
						ServiceXXXXXX
						Service XXXXXXXX
						Service XXXXXXXX
						<b>Direction XXXX</b>
					ServiceXXXXXX	
	A1K3 : XXX				Service XXXXXXXX	
					Service XXXXXXXX	
					Service XXXXXXXX	
					<b>Direction XXXX</b>	
					ServiceXXXXXX	
					Service XXXXXXXX	
	A2 : XXXX	A2Ki : XXX			<b>Direction XXXX</b>	
					ServiceXXXXXX	
					Service XXXXXXXX	
		AiKj : XXX				<b>Direction XXXX</b>
						ServiceXXXXXX
						Service XXXXXXXX
	Aj : XXXX	AiKj : XXX			<b>Direction XXXX</b>	
					ServiceXXXXXX	
				Service XXXXXXXX		
AiKj : XXX					<b>Direction XXXX</b>	
					ServiceXXXXXX	
					Service XXXXXXXX	

# PROGRAMME GESTION DES COLLECTIVITES LOCALES

# PRESENTATION DU PROGRAMME

## PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme "gestion des collectivités locales" est circonscrit autour de l'adaptation du cadre juridique et institutionnel en matière de tutelle de l'Etat sur les collectivités locales, de promotion de la bonne gouvernance et de développement local d'une part, et d'autre part, d'assistance aux collectivités locales sur les plans institutionnel, technique et logistique.

Le responsable du programme gestion des collectivités locales est le Directeur Général des Collectivités Locales.

## DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie du programme *Gestion des collectivités locales* est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Action 1 : optimisation de la performance des collectivités locales	1	0	2	0	0	0
Action 2 : assistance aux collectivités locales	1	0	1	0	0	0
Action 3 : appui et conseil aux collectivités locales	1	0	1	0	0	0
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

- (4) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'état recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'état

### **ACTION N° 1 : optimisation de la performance des collectivités locales**

L'optimisation de la performance des collectivités locales passe notamment par :

- l'amélioration du management des collectivités locales ;
- la modernisation de la tutelle de l'Etat sur les collectivités locales ;
- la promotion des initiatives de développement local durable.

### **ACTION N° 2 : assistance aux collectivités locales**

L'assistance aux collectivités locales recouvre essentiellement :

- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des collectivités locales ;
- la maîtrise de l'information locale ;
- le financement des collectivités locales.

### **ACTION N° 3 : appui et conseil aux collectivités locales**

Cette action vise le renforcement de la capacité opérationnelle des collectivités locales et la fixation des populations rurales. Cela doit se matérialiser par la réalisation des relais de développements rural (RDR), l'encadrement et l'appui du processus d'élaboration des plans locaux, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement économiques des territoires locaux.

# CADRAGE STRATEGIQUE

## PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

### ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Les attentes du programme au cours des prochaines années sont formulées de la manière suivante :

- l'élaboration des outils de gestion des collectivités locales ;
- l'appropriation du transfert des compétences et des moyens de l'État aux collectivités locales ;
- la mise en place de la Fonction Publique Locale ;
- l'effectivité du contrôle de légalité des actes des collectivités locales ;
- l'accompagnement des initiatives de développement local.

Faits marquants récents au sein du programme "gestion des collectivités Locales" se résument comme suit :

- l'adoption par le conseil des ministres en sa séance du 12 juin 2020 du projet de loi fixant les modalités de transfert des compétences de l'Etat aux collectivités locales et du décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de la décentralisation ;
- la suppression du Ministère de la Décentralisation, de la cohésion et du développement des Territoires et le rattachement de certains de ses services au Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.

### ENJEUX

La gestion des collectivités locales commande, plus que jamais, de rendre l'action des institutions décentralisées plus performante caractérisée par une assistance multiforme de la part de l'administration centrale.

## PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

### LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

#### **OBJECTIF N°1 : A L'HORIZON 2026, RENDRE LA GESTION DES COLLECTIVITES LOCALES PERFORMANTE.**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir initié un projet de décret fixant les organigrammes types des collectivités locales suivant trois(3) catégories : première, deuxième et troisième catégories.
- Résultat annuel attendu 2 : avoir élaboré un (1) projet de textes d'application de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation, notamment en matière de fonction publique locale.
- Résultat annuel attendu 3 : avoir réalisé 30% du processus d'optimisation de la performance des collectivités locales.

#### **OBJECTIF N°2 : A L'HORIZON 2026, AVOIR DEVELOPPE LES COMPETENCES DES COLLECTIVITES LOCALES**

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir organisé un séminaire de renforcement des capacités des délégations spéciales dans chaque Chef-lieu de province.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir initié un projet de décret conférant un statut particulier aux Commune de Libreville et Port-Gentil.
- Résultat annuel attendu n°3 : accorder l'autonomie de gestion aux collectivités locales (gestion des ordures, création d'aisances publiques, employabilité des jeunes ...)
- Résultat annuel attendu n° 4 : avoir réalisé 30% du processus d'appropriation des compétences des collectivités locales.

#### **OBJECTIF N°3 : A L'HORIZON 2026, RENDRE OPERATIONNEL LE FOND DE PEREQUATION DES COLLECTIVITES LOCALES (FPCL)**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir élaboré et adopter le projet de décret portant adoption des statuts du fond de péréquation des collectivités locales ;
- Résultat annuel attendu 2 : avoir réalisé 30 % de la mise en place de la base de données.

**OBJECTIF N°4 : A L'HORIZON 2026, ENCADRER ET APPUYER LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (Plan Locaux)**

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir élaboré un décret réglementant le processus d'élaboration des plans locaux.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir formé les agents des collectivités locales sur cette problématique.
- Résultat annuel attendu n° 3 : avoir mis en œuvre des bases de données pour l'élaboration des plans locaux.
- Résultat annuel attendu n° 4 : avoir réalisé en partenariat avec les collectivités locales les plans locaux.

**OBJECTIF N°5 : A L'HORIZON 2026, ENCADRER ET DEVELOPPER LES FORMES DE PARTENARIAT ET DE COOPERATION ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES AUTRES ACTEURS**

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir élaboré un décret d'élaboration et de mis en œuvre des contrats Etat-Collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir signé des contrats de plan entre l'Etat et les Collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 3 : avoir élaboré un projet de décret déterminant les formes de coopération entre collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 4 : avoir développé les différentes formes de coopérations entre collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 4 : avoir promu des partenariats entre le secteur privé et les autres acteurs des territoires.

**OBJECTIF N°6 : A L'HORIZON 2026, ELABORER ET METTRE EN ŒUVRE DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES TERRITOIRES**

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir mis en place des comités de pilotage dans chaque Département.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir rédigé des rapports d'analyse des économies locales.

## OBJECTIF N°1 : A L'HORIZON 2026, RENDRE LA GESTION DES COLLECTIVITES LOCALES PERFORMANTE

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu 1 : avoir initié un projet de décret fixant les organigrammes types des collectivités locales suivant trois(3) catégories : première, deuxième et troisième catégories.
- Résultat annuel attendu 2 : avoir élaboré un (1) projet de textes d'application de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation, notamment en matière de fonction publique locale.
- Résultat annuel attendu 3 : avoir réalisé 30% du processus d'optimisation de la performance des collectivités locales.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de projet de décret	Nombre	N/A	N/A	1	0	1
Nombre de projet de texte d'application	Nombre	N/A	N/A	2	0	2
Taux d'effectivité de la performance des collectivités locales	%	N/A	20%	100%	0	100%

Source des données : Direction Générale des Collectivités Locales

### Précisions méthodologiques :

#### **Indicateurs 1 : Nombre de projet de décret**

Simple décompte.

#### **Indicateur 2: Nombre de projet de textes d'application**

Simple décompte.

#### **Indicateur 3 : Taux d'effectivité de la performance des collectivités locales**

Le mode de calcul de ce taux est fonction de l'appréciation des différentes actions qui seront menées en 2024. Chaque action porte un pourcentage qui lui est propre. La somme de ces pourcentages nous indiquera l'avancée de l'effectivité de la performance des collectivités locales.

### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTIONS

#### Résultat annuel attendu 1

- Organiser les rencontres de concertations
- Rédaction du projet de décret
- Transmission à la commission technique d'évaluation des textes

#### Contributions des opérateurs / partenaires :

- Ministères sectoriels

## OBJECTIF N°2 : A L'HORIZON 2026, AVOIR DEVELOPPE LES COMPETENCES DES COLLECTIVITES LOCALES

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir organisé un séminaire de renforcement des capacités à l'endroit des délégations spéciales dans chaque Chef-lieu de province.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir initié un projet de décret conférant un statut particulier aux Communes de Libreville et Port-Gentil.
- Résultat annuel attendu n° 3: avoir réalisé 30% du processus d'appropriation des compétences des collectivités locales.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Séminaires de renforcement des capacités des délégations spéciales.	Nombre	N/A	9	9	9	27
Nombre de projet de décret	Nombre	N/A	0	1	0	1
Taux d'appropriation des compétences	%	N/A	N/A	50	50	100

Source des données : Direction Générale des Collectivités Locales

### Précisions méthodologiques :

**Indicateur1** : Nombre des séminaires de renforcement des capacités des délégués spéciaux.

Simple décompte, cet indicateur mesure le nombre de séminaires de renforcement des capacités par les collectivités locales.

**Indicateur2** : Taux d'appropriation des compétences des collectivités locales. Cet indicateur mesure le processus d'appropriation des compétences par les collectivités locales. Le mode de calcul de ce taux est fonction de l'appréciation des différentes actions qui seront menées en 2025. Chaque action porte un pourcentage qui lui est propre.

### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

#### Résultat Annuel Attendu 1

- Organiser les rencontres de concertation avec les parties prenantes
- Elaborer les termes de références
- Organiser les séminaires dans les chefs-lieux de provinces retenus

#### Résultat Annuel Attendu 2

- Organiser les rencontres de concertations
- Rédaction du projet de décret
- Transmission à la commission technique d'évaluation des textes

### Contributions des opérateurs/partenaires :

- **Ministère des Comptes Publics**
- **Ministère de la Justice, Garde des sceaux**
- **Collectivités locales**
- **Secrétariat Permanent du Comité Technique de la Décentralisation**
- **Direction Générale de l'Administration du Territoire**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultat annuel**

- Résultat annuel attendu 1 : avoir désigné une administration provisoire ;
- Résultat annuel attendu 2 : avoir élaboré et adopté le projet de décret, portant adoption des statuts du Fond de Péréquation des collectivités locales.

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
<i>Nombre de projet de décret</i>	<i>Nombre</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>	1	0	1
<i>Taux de mise en place du fond de péréquation des collectivités locales</i>	<i>%</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>	100	0	100

*Source des données : Direction Générale des Collectivités Locales*

**Précisions méthodologiques :**

**Indicateur 1 : *Nombre de projet de décret.***

Simple décompte. Cet indicateur mesure le pourcentage de mise en place de l'application.

**Indicateur 2 : *Taux de mise en place du fond de péréquation des collectivités locales.***

Cet indicateur mesure le processus de mise du fond de péréquation des collectivités locales.

**CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES :**

- Secrétariat Permanent du Comité Technique de la Décentralisation

## OBJECTIF N°4 : A L'HORIZON 2026, ENCADRER ET APPUYER LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT LOCAL (Plan Locaux)

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir élaboré un décret réglementant le processus d'élaboration des plans locaux.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir formé les agents des collectivités locales sur cette problématique.
- Résultat annuel attendu n° 3 : avoir mis en œuvre des bases de données pour l'élaboration des plans locaux.
- Résultat annuel attendu n° 4 : avoir réalisé en partenariat avec les collectivités locales les plans locaux.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de projet de décret	Nombre	N/A	N/A	1	0	1
Taux d'agents formés	%	N/A	N/A	55	45	100%
Nombre de base de données mise en œuvre pour l'élaboration des plans locaux	Nombre	N/A	1	29	35	100
Nombre de plans locaux élaborés en partenariat avec les collectivités locales	Nombre	N/A	3	27	35	100

*Source des données : Direction Générale de l'Appui à l'Action Locale*

### Précisions méthodologiques :

#### **Indicateurs 1 : Nombre de projet de décret**

Simple décompte.

#### **Indicateur 2: pourcentage d'agents formés**

Simple décompte.

#### **Indicateur 3 : Nombre de base de données mise en œuvre pour l'élaboration des plans locaux**

Simple décompte.

#### **Indicateur 4 : Nombre de plans locaux élaborés en partenariat avec les collectivités locales**

Simple décompte.

## ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

### Résultat Annuel Attendu 1

- rédaction et adoption du décret réglementant le processus d'élaboration du plan de développement local
- atelier de formation du personnel de la DGAAL sur la méthodologie d'élaboration de plans locaux

### Résultat Annuel Attendu 2

- atelier de formation des Délégués Spéciaux, des Secrétaires Généraux et des agents des collectivités locales sur la méthodologie d'élaboration des plans locaux.

### Résultat Annuel Attendu 3

- mission de collecte des données en vue de la mise en place des bases de données pour l'élaboration des plans locaux
- élaboration des tableaux de bords des données

#### **Résultat Annuel Attendu 4**

- mission de terrain en vue de l'élaboration des plans locaux en partenariat avec les collectivités locales
- élaboration des plans locaux en partenariat avec les collectivités locales

#### **Contributions des opérateurs / partenaires :**

- Les collectivités locales

## OBJECTIF N°5 : A L'HORIZON 2026, ENCADRER ET DEVELOPPER LES FORMES DE PARTENARIAT ET DE COOPERATION ENTRE LES POUVOIRS PUBLICS ET LES AUTRES ACTEURS

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir élaboré un décret d'élaboration et de mis en œuvre des contrats Etat-Collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir signé des contrats de plan entre l'Etat et les collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 3 : avoir élaboré un projet de décret déterminant les formes de coopération entre collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 4 : avoir développé les différentes formes de coopérations entre collectivités locales.
- Résultat annuel attendu n° 5 : avoir promu des partenariats entre le secteur privé et les autres acteurs des territoires.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de projet de décret	Nombre	N/A	N/A	2	0	2
Nombre de contrat de plan signé	Nombre	N/A	N/A	10	10	33
Nombre de forme de coopération entre collectivités locales	Nombre	N/A	0	10	10	33
Nombre de partenariat promu	Nombre	N/A	0	10	10	33

Direction Générale de l'Appui à l'Action Locale

### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

#### Précisions méthodologiques :

#### **Indicateurs 1 : Nombre de projet de décret**

Simple décompte.

#### **Indicateur 2: Nombre de contrat de plan signé**

Simple décompte.

#### **Indicateur 3 : Nombre de forme de coopération entre collectivités locales**

Simple décompte.

#### **Indicateur 3 : Nombre de partenariat promu**

Simple décompte.

#### Résultat Annuel Attendu 1

- rédaction et adoption du projet de décret déterminant les modalités d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des contrats de plan Etat/Collectivités locales
- Lancement des trois étapes d'élaboration du contrat de plan (phase d'élaboration, phase de négociations et phase de signature)

#### Résultat Annuel Attendu 2

- Rédaction et adoption du projet de décret déterminant les modalités de la coopération des collectivités locales
- Mission d'appui aux modalités de coopération entre collectivités locales

#### Résultat Annuel Attendu 3

- Mission d'appui au développement des partenariats entre le secteur privé et les acteurs des territoires
- Cérémonie de signature des partenariats

#### Contributions des opérateurs / partenaires :

- Les collectivités locales
- Opérateurs économiques

## OBJECTIF N°6 : A L'HORIZON 2026, ELABORER ET METTRE EN ŒUVRE DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES TERRITOIRES

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu n° 1 : avoir mis en place des comités de pilotage dans chaque Département.
- Résultat annuel attendu n° 2 : avoir rédigé des rapports d'analyse des économies locales.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2026
Nombre de comités de pilotage mis en place	Nombre	N/A	0	9	20	49
Nombre de rapports rédigés	Nombre	N/A	N/A	9	20	49

Direction Générale de l'Appui à l'Action Locale

### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

#### Précisions méthodologiques :

#### **Indicateurs 1 : Nombre de comités de pilotage mis en place**

Simple décompte.

#### **Indicateur 2: Nombre de rapports rédigés**

Simple décompte.

#### Résultat Annuel Attendu 1

- Mission de mobilisation des acteurs dans les territoires
- Mise en place des comités de pilotage dans chaque département

#### Résultat Annuel Attendu 2

- Mission de collecte des données sur les territoires
- Rapport d'analyse des économies locales

#### Contributions des opérateurs / partenaires :

- Les collectivités locales

# PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

## PROPOSITIONS BUDGETAIRES

### PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LF pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
<b>2.143.1: Élaboration de la stratégie et pilotage de la politique de décentralisation</b>	<b>301 447 634</b>	<b>250 362 348</b>		<b>250 362 348</b>	<b>250 362 348</b>	<b>250 362 348</b>	<b>301 447 634</b>	<b>250 362 348</b>		<b>250 362 348</b>	<b>250 362 348</b>	<b>250 362 348</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	125 007 348	125 007 348	-	125 007 348	125 007 348	125 007 348	125 007 348	125 007 348	-	125 007 348	125 007 348	125 007 348
Titre 3. Dépenses de biens et services	156 440 285	105 355 000	-	105 355 000	105 355 000	105 355 000	156 440 285	105 355 000	-	105 355 000	105 355 000	105 355 000
Titre 4. Dépenses de transfert	20 000 001	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 001	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000	20 000 000
<b>2.143.2: Assistance aux collectivités locales</b>	<b>16 532 331 478</b>	<b>16 532 331 476</b>		<b>16 532 331 476</b>	<b>16 532 331 476</b>	<b>16 532 331 476</b>	<b>16 532 331 478</b>	<b>16 532 331 476</b>		<b>16 532 331 476</b>	<b>16 532 331 476</b>	<b>16 532 331 476</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	10 548 480	10 548 480	-	10 548 480	10 548 480	10 548 480	10 548 480	10 548 480	-	10 548 480	10 548 480	10 548 480
Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	16 421 782 998	16 421 782 996	-	16 421 782 996	16 421 782 996	16 421 782 996	16 421 782 998	16 421 782 996	-	16 421 782 996	16 421 782 996	16 421 782 996
<b>2.143.3: Appui et conseil aux collectivités locales</b>		<b>1 621 889 106</b>		<b>1 621 889 106</b>	<b>1 621 889 106</b>	<b>1 621 889 106</b>	<b>0</b>	<b>1 621 889 106</b>		<b>1 621 889 106</b>	<b>1 621 889 106</b>	<b>1 621 889 106</b>
Titre 3. Dépenses de biens et services		1 551 085 287	-	1 551 085 287	1 551 085 287	1 551 085 287		1 551 085 287	-	1 551 085 287	1 551 085 287	1 551 085 287
Titre 5. Dépenses d'investissement		70 803 819		70 803 819	70 803 819	70 803 819		70 803 819		70 803 819	70 803 819	70 803 819
<b>Total pour le programme Gestion des collectivités locales</b>	<b>16 833 779 112</b>	<b>18 404 582 931</b>		<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>16 833 779 112</b>	<b>18 404 582 931</b>		<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>	<b>18 404 582 931</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	135 555 828	135 555 828	-	135 555 828	135 555 828	135 555 828	135 555 828	135 555 828		135 555 828	135 555 828	135 555 828
Titre 3. Dépenses de biens et services	256 440 285	205 355 000	-	205 355 000	205 355 000	205 355 000	256 440 285	205 355 000		205 355 000	205 355 000	205 355 000
Titre 4. Dépenses de transfert	16 441 782 999	16 441 782 996	-	16 441 782 996	16 441 782 996	16 441 782 996	16 441 782 999	16 441 782 996		16 441 782 996	16 441 782 996	16 441 782 996
Titre 5. Dépenses d'investissement		70 803 819		70 803 819	70 803 819	70 803 819	0	70 803 819		70 803 819	70 803 819	70 803 819

(2) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)  
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

## PROPOSITIONS D'EMPLOIS

### EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

---

Emplois de l'administration	Effectifs					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	Effectifs 2025 (a + Ecart)
Hors catégorie		0	0		0	39
Catégorie A		7	0	18	18	25
Catégorie B		14	0	2	2	14
Catégorie C		0	0	0	0	0
Main d'œuvre non permanente		4	0	0	0	4
<b>Total pour les emplois de l'administration</b>		25	0	20	18	45

(1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente

### EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

---

Le programme n'a pas d'opérateurs.

# JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

## DEPENSES DE PERSONNEL

Emplois de l'administration	2024 Réalisation		2025 Prévisions		Ecart (2025- 2024)	
	Effectifs	Coût total	Effectifs	Coût total	Ecart Effectifs	Ecart Coûts
<b>Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4</b>						
Hors catégorie (s1)						
Catégorie A (s2)						
Catégorie B (s3)						
Catégorie C (s4)						
Main d'œuvre non permanente (t)						
Emplois des opérateurs (u)						
<b>Total pour le programme = s + t + u</b>						

**AUTRES DEPENSES**

---

JUSTIFICATION PAR ACTION, ACTIVITE ET PAR TITRE

---

# PROGRAMME : PREVENTION ET GESTION DES CATASTROPHES

# PRESENTATION DU PROGRAMME

## PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme Prévention et gestion des catastrophes exprime les orientations et la politique du Gouvernement en matière d'élaboration d'une stratégie de prévention des risques et de réduction des catastrophes en vue de la protection des populations, ainsi que la gestion des catastrophes en apportant assistance aux populations en cas de sinistre.

La Direction Générale de la Protection Civile est assistée dans la conduite de ses missions par un certain nombre de partenaires au développement et des ONG.

Le programme prévention et gestion des catastrophes compte deux actions :

- prévention et réduction des risques de catastrophes ;
- gestion des catastrophes.

Ce programme doit être en cohérence avec les programmes :

- amélioration du cadre de vie et changement climatique de la mission économie forestière et protection de l'environnement ;
- préparation et emploi des forces (action "sécurité civile" avec le corps des sapeurs-pompiers) de la mission défense ;
- administration territoriale de la mission administration du territoire ;
- décentralisation de la mission administration du territoire ;
- prévention et sécurité sanitaire de la mission santé.

Ce programme est piloté par le Directeur Général de la Protection Civile, Responsable du Programme (RPROG).

## DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie du programme Prévention et gestion des catastrophes est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
Action N°1 : prévention et réduction des risques de catastrophes	1		1			
Action N°2 : Gestion des catastrophes	1		1			
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>2</b>			

- (5) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'état recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'état

### **ACTION N° 1 : prévention et réduction des risques de catastrophes**

Cette action comprend les principales activités suivantes :

- élaborer les stratégies de prévention et de réduction des risques de catastrophes : les campagnes d'éducation et de sensibilisation des populations sur les gestes de premiers secours en cas de sinistre ou de catastrophe ;
- mettre en œuvre la plateforme nationale ;
- établir une cartographie des zones à risques et leur mise à disposition aux populations ;
- mettre en œuvre le dispositif **d'alerte précoce** afin d'atténuer l'ampleur des dégâts en **cas de catastrophe** ;
- contribuer à l'isolement des zones à risques et favoriser le déguerpissement des populations habitant lesdites zones.

Toutes ces activités sont portées par la Direction de la prévention des risques et des menaces en collaboration avec les autres Directions.

### **ACTION N° 2 : gestion des catastrophes**

Cette action comprend les principales activités suivantes :

- réaliser plusieurs dispositifs de gestion efficace de sinistres et de catastrophes : Plan National d'Organisation de Secours (PNOS) ;
- mettre en œuvre le Plan national de contingence ;
- piloter efficacement l'organisation et la mise en œuvre des secours en cas de sinistre ou de catastrophe ;
- recenser et faciliter la prise en charge des sinistrés.

Toutes ces activités sont portées par la Direction des opérations et des moyens en collaboration avec les autres Directions.

# CADRAGE STRATEGIQUE

## PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

### ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

Depuis plusieurs décennies, Gabon est soumis à une recrudescence des catastrophes d'origine, hydrométéorologique, géologique et écologique dont l'impact est souvent amplifié par l'activité technologique et humaine. Les inondations, les orages, les vents violents, les glissements de terrain, les incendies ...ne cessent de provoquer le désarroi de beaucoup de gabonais à travers le territoire national.

Ces catastrophes ont des conséquences graves sur les efforts déployés par l'Etat, en matière de Développement Durable et de réduction de pauvreté. C'est pourquoi, beaucoup d'avancées ont été réalisées pour tenter de prévenir et gérer les catastrophes :

- mise en place de la plateforme nationale pour la prévention et la réduction des risques de catastrophes ;
- définition d'un Plan national de contingence ;
- mise en place d'un comité interministériel d'experts en gestion des situations d'urgence ;
- identification de l'ensemble des zones à risques ;
- organisation et animation de séminaires ;
- renforcement des capacités en matière de protection civile ;
- mise en place d'un cadre juridique en gestion des situations d'urgence.

Cependant, beaucoup reste à faire :

- élaboration d'une cartographie nationale des zones à risques ;
- opérationnalisation du Fonds de Concours pour Risques ;
- mise en place d'un système d'alerte précoce des catastrophes ;
- mise en place d'un système d'information sur les catastrophes et sinistres ;
- mise en place d'une banque de données sur les risques, les sinistres et les catastrophes ;
- mise en place d'un observatoire des risques ;
- opérationnalisation des services territoriaux prévus par le décret n°0294 qui crée et organise la Direction Générale de la Protection Civile.

### ENJEUX

- Enjeu 1 : inscrire le Gabon dans la mise en œuvre des actions prioritaires du cadre d'action de SENDAI (*comprendre le risque, renforcer la gouvernance des risques, investir dans les risques pour la résilience, renforcer la préparation pour une réponse effective et pour la reconstruction*) ;
- Enjeu 2 : anticiper, prévenir et gérer efficacement les catastrophes ;
- Enjeu 3 : garantir la mise en œuvre efficace des secours en cas de sinistre ou de catastrophe.

## PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

### LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

#### OBJECTIF N°1 : NATIONAL DE PREVENTION DES RISQUES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, D'ICI A 2025.

- Résultat annuel attendu 1 : Avoir effectué 5 sessions de formation en gestes de premiers secours auprès des opérateurs économiques locaux des provinces de l'**Estuaire**, du **Haut-Ogooué**, de l'**Ogooué-Maritime** et du **Woleu-Ntem**.
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir effectué 5 sessions de formation en manipulation des extincteurs ABC auprès des opérateurs économiques locaux des provinces de l'**Estuaire**, du **Haut-Ogooué**, de l'**Ogooué-Maritime** et du **Woleu-Ntem**.
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir effectué au moins 2 missions d'inspection sur les normes de sécurité dans des Etablissements Recevant du Public (ERP) installés dans le Grand Libreville.

**OBJECTIF N°2 : RENFORCER LA COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE, D'ICI A 2025.**

- Résultat annuel attendu : Avoir réussi la signature de deux (2) nouveaux partenariats, en matière de coopération, dans le domaine de protection civile.

**OBJECTIF N°3 : METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE GESTION DES CATASTROPHES, D'ICI A 2025.**

- Résultat annuel attendu : Avoir traité au moins 1800 dossiers des sinistrés sur l'ensemble du territoire national.

**OBJECTIF N°1 : ELABORER ET METTRE EN ŒUVRE UNE STRATEGIE ET UN PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE PREVENTION DES RISQUES ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, D'ICI A 2025.**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultats annuels**

- **Résultat annuel attendu 1** : Avoir effectué 5 sessions de formation en gestes de premiers secours auprès des opérateurs économiques locaux des provinces de l'**Estuaire**, du **Haut-Ogooué**, de l'**Ogooué-Maritime** et du **Woleu-Ntem**.
- **Résultat annuel attendu 2** : Avoir effectué 5 sessions de formation en manipulation des extincteurs ABC auprès des opérateurs économiques locaux des provinces de l'**Estuaire**, du **Haut-Ogooué**, de l'**Ogooué-Maritime** et du **Woleu-Ntem**.
- **Résultat annuel attendu 3** : Avoir effectué au moins 2 missions d'inspection sur les normes de sécurité dans des Etablissements Recevant du Public (ERP) installés dans le Grand Libreville.

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024Pré vision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2025
Nombre de sessions de formation en gestes de premiers secours auprès des opérateurs économiques locaux de G1, G2, G8 et G9.	Nombre		4	5	5	9
Nombre de sessions de formation en manipulation des extincteurs ABC auprès des opérateurs économiques locaux de G1, G2, G8 et G9.	Nombre		4	5	5	9
Nombre de d'inspection effectuée dans les ERP du Grand Libreville	Nombre		1	2	1	3

**Source des données** : DGPC

**ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS**

**Résultat annuel attendu 1 :**

- Identifier les sites cibles ;
- Réserver la salle de formations ;
- Mobiliser les experts ;
- Concevoir l'outil de formation ;
- Former les formateurs ;
- Former les acteurs ;
- Inspecter.

**Résultat annuel attendu 2 :**

- Identifier les sites cibles ;
- Réserver la salle de formations ;
- Mobiliser les experts ;
- Concevoir l'outil de formation ;
- Former les formateurs ;
- Former les acteurs ;
- Inspecter.

**Résultat annuel attendu 3 :**

- Identifier les sites cibles ;
- Réserver la salle de formations ;
- Mobiliser les experts ;
- Concevoir l'outil de formation ;
- Former les formateurs ;

- Former les acteurs ;
- Inspecter.

**Précisions méthodologiques :**

**Indicateur 1 : Nombre de sessions de formation** : simple décompte.

**Indicateur 2 : Nombre de sessions de formation** : simple décompte.

**Indicateur 3 : Nombre de d'inspection effectuée** : simple décompte.

**Contributions des opérateurs/partenaires :**

**Opérateurs** : CEEAC, ONU, OIPC, BIRD, OMS, Agences du Système des Nations Unies au Gabon, UNOCHA : conseils, assistance technique.

- Activité 1 : Conseils,
- Activité 2 : Assistance technique.

**OBJECTIF N°2 : RENFORCER LA COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE, D'ICI A 2025.**

**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultats annuels**

- **Résultat annuel attendu** : avoir réussi la signature d'au moins deux (2) nouveaux partenariats, en matière de coopération, dans le domaine de protection civile.

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2025
Nombre de partenariats signés, en matière de coopération	Nombre	1	1	2	3	3

**Source des données** : DGPC

**ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS**

**Résultat annuel attendu 1 :**

- identification de partenaires utiles ;
- prise de contact avec le partenaire retenu ;
- déclinaison des besoins ;
- rédaction et signature du protocole d'accord.

**Précisions méthodologiques :**

**Indicateur** : **Nombre de partenariats signés, en matière de coopération** : simple décompte.

**Contributions des opérateurs/partenaires :**

- Opérateur : CEEAC, UNOCHA, OIPC, BIRD, CROIX-ROUGE Gabonaise, ONG, FGPC
- Activité 1 : assistance technique, expertise et conseils

## OBJECTIF N°3 : METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME D'ACTION NATIONAL DE GESTION DE CATASTROPHES, D'ICI A A 2025.

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu** : Avoir traité au moins 1800 dossiers des sinistrés sur toute l'étendue du territoire national.

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 2025
Nombre de dossiers des sinistrés traités	Nombre		900	1 800		2 700

Source des données : DGPC

### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D' ACTIONS

- réception des dossiers de demandes d'aide par courrier ou par dépôt direct ;
- lettre « Accusé de réception » adressée à l'utilisateur ;
- lettre de rappel en cas de dossier incomplet ;
- classement des dossiers par ordre chronologique d'arrivée ;
- identification du demandeur (nom et prénom, numéro de téléphone, e-mail, situation sociale) ;
- lieu du sinistre (province, département, commune/arrondissement, quartier/village) ;
- taille de la famille sinistrée (hommes, femmes, enfants scolarisés), les personnes vulnérables (handicapés, femmes en ceinte, personnes du 3ème âge) ;
- type d'habitation (en dur, demi-dur, planches, terre battue) ;
- nature du sinistre (incendie, inondation, orage, éboulement) ;
- ampleur des dégâts (maison entièrement détruite, partiellement détruite ; mobilier endommagé, meubles endommagés, appareils électroménagers) ;
- établissement de la liste globale des sinistrés ;
- transmission du fichier au Ministère du Budget et des Comptes Publics.

### Précisions méthodologiques :

**Indicateur : Nombre de partenariats signés, en matière de coopération** : simple décompte.

**Contributions des opérateurs/partenaires** : CEEAC, UNOCHA, OIPC, BIRD, CROIX-ROUGE Gabonaise, ONG, FGPC : assistance technique, expertise et conseils.

# PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

## PROPOSITIONS BUDGETAIRES

### PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LF pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
<b>2.150.1: Prévention et réduction des risques des catastrophes</b>	<b>1 310 480 055</b>	<b>1 360 480 055</b>	-	<b>1 360 480 055</b>	<b>1 360 480 055</b>	<b>1 360 480 055</b>	<b>1 310 480 055</b>	<b>1 360 480 055</b>	-	<b>1 360 480 055</b>	<b>1 360 480 055</b>	<b>1 360 480 055</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	438 036 430	438 036 430	-	438 036 430	438 036 430	438 036 430	438 036 430	438 036 430	-	438 036 430	438 036 430	438 036 430
Titre 3. Dépenses de biens et services	55 000 000	55 000 000	-	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	55 000 000	-	55 000 000	55 000 000	55 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	852 443 625	852 443 625	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	852 443 625	852 443 625
<b>2.150.2: Gestion des catastrophes</b>	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>	-	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>	-	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>	<b>27 998 158</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	7 998 158	7 998 158	-	7 998 158	7 998 158	7 998 158	7 998 158	7 998 158	-	7 998 158	7 998 158	7 998 158
Titre 3. Dépenses de biens et services	20 000 000	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	-	20 000 000	20 000 000	20 000 000
<b>Total pour le programme Prévention et gestion des catastrophes</b>	<b>1 338 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	-	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 338 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	-	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>	<b>1 388 478 213</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	446 034 588	446 034 588	-	446 034 588	446 034 588	446 034 588	446 034 588	446 034 588	-	446 034 588	446 034 588	446 034 588
Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	-	75 000 000	75 000 000	75 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	852 443 625	852 443 625	802 443 625	852 443 625	-	852 443 625	852 443 625	852 443 625

(3) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)  
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

## PROPOSITIONS D'EMPLOIS

### EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

---

Emplois de l'administration	Effectifs					
	Réalisation 2023 (1)	Ouverts en LFI pour 2024 (a)	Prévisions pour 2025			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (entrées - sorties)	Effectifs 2025 (a + Ecart)
Hors catégorie						
Catégorie A						
Catégorie B						
Catégorie C						
Main d'œuvre non permanente						
<b>Total pour les emplois de l'administration</b>						

(1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente

### EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

---

# JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

## DEPENSES DE PERSONNEL

Emplois de l'administration	2024 Réalisation		2025 Prévisions		Ecart (2025- 2024)	
	Effectifs	Coût total	Effectifs	Coût total	Ecart Effectifs	Ecart Coûts
<b>Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Hors catégorie (s1)	0	0	0	0	0	0
Catégorie A (s2)	0	0	6	0	6	0
Catégorie B (s3)	0	0	11	0	11	0
Catégorie C (s4)	0	0	1	0	1	0
Main d'œuvre non permanente (t)	0	0	3	0	3	0
Emplois des opérateurs (u)	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total pour le programme = s + t + u</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>0</b>

## AUTRES DEPENSES

### JUSTIFICATION PAR ACTION, ACTIVITE ET PAR TITRE

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers	Montants		Observations
		LF 2025		
		AE	CP	
<b>Action Prévention et réduction des risques des catastrophes</b>		942 443 625	942 443 625	
<b>Activité 1 : Formation</b>		45 000 000	45 000 000	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>				
<b>Dépenses obligatoires</b>		-	-	
vacation				
Frais de session des institutions...				
<b>Titre 3: Biens et services</b>		<b>30 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Loyer				
Frais de scolarité				
Convention				
<b>Dépenses Indispensables</b>		<b>30 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	
Fournitures informatiques	4 405 000	4 405 000	4 405 000	
Frais de Mission...	5 858 000	5 858 000	5 850 000	
Fourniture de bureau	4 745 000	4 745 000	4 745 000	
Carburant	4 500 000	4 500 000	4 500 000	
Fourniture d'imprimerie	5 000 000	5 000 000	5 000 000	
Restauration	5 500 000	5 500 000	5 500 000	
<b>Autres dépenses</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Autres dépenses (à préciser)				
<b>Titre 4: Transferts</b>		<b>15 000 000</b>	<b>15 000 000</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Convention				
Transferts aux ménage ...				
<b>Dépenses Indispensables</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Subventions ...				
Transferts aux ménage ...				
<b>Autres dépenses</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Autres dépenses (à préciser)				
<b>Titre 5: investissement</b>		-	-	
Acquisition équipement informatique				
Acquisition équipement et machine spécialisée				
Acquisition véhicule				
Autre dépenses (à préciser)				
<b>Activités 2 : Inspection des normes de sécurité dans les ERP et révision du Plan National de Contingence</b>				
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>				
<b>Dépenses obligatoires</b>				
vacation				
Frais de session des institutions...				

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers	Montants		Observations	
		LF 2025			
		AE	CP		
<b>Titre 3: Biens et services</b>			<b>75 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>75 000 000</b>	<b>75 000 000</b>	
Fournitures informatiques	23 200 000	23 200 000	23 200 000	23 200 000	
Frais de Mission...	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	
Restauration	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
Carburant et entretien véhicule	9 000 000	9 000 000	9 000 000	9 000 000	
Fourniture d'imprimerie	2 800 000	2 800 000	2 800 000	2 800 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 5: investissement</b>			<b>852 443 625</b>	<b>852 443 625</b>	
Cartographie des zones à risques du Gabon			802 443 625	802 443 625	
Equipement informatique			50 000 000	50 000 000	
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activités 3 : Fonctionnement des services (CabDG`PC, DOM, DPRM, DRC et DFPS)</b>			20 000 000	20 000 000	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>			<b>20 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Loyer					
Frais de scolarité					
Convention					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>20 000 000</b>	<b>20 000 000</b>	
Fournitures informatiques	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	
Frais de Mission...	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	
Fourniture d'entretien	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	
Restauration	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	
Carburant et entretien véhicule	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	
Fourniture d'imprimerie	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	
<b>Autres dépenses</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Convention					
Transferts aux ménage ...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions ...					
Transferts aux ménage ...					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 5: investissement</b>			-	-	
Acquisition équipement informatique					
Acquisition équipement et machine spécialisée					
Acquisition véhicule					
Autre dépenses (à préciser)					
<b>Action 2 : Gestion des catastrophes</b>					
<b>Activité 1 : Authentification des sinistres, évaluation des pertes et dommages et prise en charge</b>			8 000 000	8 000 000	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>			-	-	
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>			8 000 000	8 000 000	
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			8 000 000		
Fournitures informatiques		2 500 000	2 500 000	2 500 000	
Frais de Mission...		2 000 000	2 000 000	2 000 000	
Fourniture d'imprimerie		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
Carburant		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
Fourniture d'imprimerie		1 500 000	1 500 000	1 500 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Indemnisations des sinistrés					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 5: investissement</b>					
Equipement informatique					
Développement d'une application de gestion des sinistrés					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activités 2 : Fonctionnement des services (DGAPC et DOM)</b>			10 000 000	10 000 000	
<b>Titre 2 (hors soldé permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention					
<b>Dépenses Indispensables</b>			10 000 000	10 000 000	
Fourniture informatique		2 504 500	2 504 500	2 504 500	
Frais de mission		3 250 500	3 250 500	3 250 500	
Carburant et entretien véhicule		2 745 000	2 745 000	2 745 000	
Fourniture d'imprimerie		1 500 000	1 500 000	1 500 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4 : Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux menages					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages					
<b>Autres dépenses</b>					
Vacation					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 5 : Investissement</b>					
Equipement informatique					
Equipement et machine spécialisée					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Total programme</b>	-	-	1 010 443 625	1 010 443 625	-



# PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN

## PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire a pour principales missions :

- la définition des orientations stratégiques ;
- la coordination technique de l'administration générale des services du Ministère.

Le programme pilotage et soutien comprend toutes les fonctions transversales qui viennent en appui des programmes de politiques publiques. Ces fonctions sont aujourd'hui portées par des directions centrales (Ressources humaines, Affaires financières, Affaires juridiques, Études et statistiques, Communication, Systèmes d'information, Documentation, Publication et archives), outre le cabinet, l'inspection générale et le secrétariat général et l'unité opérationnelle destinée à Gabon égalité.

Le responsable du programme est le **Secrétaire Général**

## DECLINAISON OPERATIONNELLE DU PROGRAMME

La cartographie du programme pilotage et soutien est résumée dans le tableau ci-dessous :

Cartographie	Nombre de BOP		Nombre d'UO		Nombre d'opérateurs	Autres établissements publics (1)
	Niveau central	Niveau déconcentré	Niveau central	Niveau déconcentré		
<b>ACTION N° 1 : pilotage de la stratégie ministérielle</b>	01	00	03	00	00	00
<b>ACTION N° 2 : coordination administrative</b>	01	00	03	00	00	00
<b>Total</b>	02	00	03	00	00	00

- (6) Il s'agit du nombre d'établissements publics de l'état recevant une subvention mais n'ayant pas le statut d'opérateur de l'état

## PRESENTATION DES ACTIONS

---

### **ACTION N° 1 : pilotage de la stratégie ministérielle**

L'action pilotage de la stratégie ministérielle recouvre les activités du **Cabinet du Ministre**, de l'Inspection Générale des Services et de l'Inspection Générale des Forces de Police Nationale. Elle consiste en :

- La conception de la stratégie ministérielle en matière d'administration territoriale, de frontières, de protection civile et de décentralisation ;
- L'application du contrôle de la performance du département.

### **ACTION N° 2 : coordination administrative**

L'action "coordination administrative" est pilotée par le Secrétariat Général. Cette action consiste en :

- la coordination de la politique de gestion des ressources humaines, des finances, du patrimoine, des systèmes d'information et de la communication ;
- L'orientation, la supervision, et la coordination de l'action des programmes du Ministère ;
- La mise en œuvre du projet Gabon égalité ;
- L'appui des programmes de politiques publiques à travers les fonctions supports.

# CADRAGE STRATEGIQUE

## PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

---

### ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

---

Les principaux éléments de contexte et les faits marquants :

- la mise en place effective de la Direction Centrale des Systèmes d'Information et de la Direction Centrale des Ressources Humaines ;
- la mise en place du projet Gabon Egalité
- la mise en place de la Transition.

Les points forts :

- la connexion de certains services au réseau internet ;
- l'élaboration du répertoire électronique ;
- la modernisation de l'outil de travail (acquisition du matériel informatique) ;
- la mise en place du comité de pilotage pour l'élaboration des textes ;
- la mise en place des véritables outils en matière des ressources humaines.

Les points faibles :

- l'insuffisance des agents de conception ;
- la vétusté du bâtiment.

### ENJEUX

---

- Enjeu 1 : assurer une gouvernance proactive et efficace de l'administration du ministère.
- Enjeu 2 : développer la performance globale par la modernisation de l'administration du ministère.
- Enjeu 3 : exécuter la feuille de route dans le contexte de la transition.

### LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

---

#### **OBJECTIF N°1 : DEFINIR ET METTRE EN ŒUVRE UN SYSTEME EFFICACE DE PILOTAGE.**

- Résultat annuel attendu 1 : disposer de sept (07) manuels de procédures formalisés et partagés ;
- Résultat annuel attendu 2 : recenser les plaintes à l'endroit des forces de police sur la route.

#### **OBJECTIF N°2 : OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DES FONCTIONS SUPPORTS.**

- Résultat annuel attendu 1 : Disposer d'un référentiel des métiers
- Résultat annuel attendu 2 : Rendre Opérationnel le RAG (Réseau de l'Administration Gabonaise) dans les Chefs-Lieux des Provinces ; Ogooué-Ivindo et Woleu-Ntem
- Résultat annuel attendu 3 : Maintenance préventive (Haut-Ogooué, Moyen-Ogooué, Ngounié, NYANGA, Ogooué-LOLO, Ogooué Maritime.

**OBJECTIF N°1 : : DEFINIR ET METTRE EN ŒUVRE UN SYSTEME EFFICACE DE PILOTAGE****Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

**Résultats annuels**

- Résultat annuel attendu 1 : disposer de huit (08) manuels de procédures formalisés et partagés ;
- Résultat annuel attendu 2 : organiser trois (03) séminaires de formation des élus Locaux ;
- Résultat annuel attendu 3 : effectuer trois (03) missions d'inspection ;
- Résultat annuel attendu 4 : recenser les plaintes à l'endroit des forces de police sur la route ;
- Résultat annuel attendu 5 : créer des délégations provinciales IGFPN sur les neufs (09) provinces.

**Indicateurs**

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 20XX
Nombre de manuels de procédures formalisés et partagés	nombre	07	7	8	10	30
Nombre de séminaires de formation des élus	nombre	N/A	N/A	3	4	9
Nombre de mission d'inspection	nombre	N/A	N/A	3	4	9
Nombre de plaintes enregistrées	nombre	40	40	40	20	20
Nombre de délégations provinciales	nombre	N/A	3	3	3	9

**Source des données :** IGS/IGFPN

**ELEMENTS CLÉS DE LA STRATEGIE D' ACTIONS**

**Indicateur 1 :** Nombre de manuels de procédures formalisés et partagés : Simple décompte

**Indicateur 2 :** Nombre de de séminaires organisés : Simple décompte

**Indicateur 3 :** Nombre de missions effectuées : Simple décompte

**Indicateur 4 :** Nombre de plaintes enregistrées: Simple décompte

**Indicateur 5 :** Nombre de délégations provinciales créées : Simple décompte

**ELEMENTS CLÉS DE LA STRATÉGIE D' ACTION**

- Organiser des séances périodiques de travail du comité de rédaction des manuels de procédure.
- Transmettre les manuels de procédures rédigés à la commission de validation.
- Imprimer les manuels de procédures déjà élaborés.
- vulgariser les manuels de procédures.
- identifier les types de plaintes.
- classifier les plaintes par nature
- missions de sensibilisation et formation des agents des forces de police nationale aux bonnes pratiques d'interpellation
- missions de sensibilisation et formation des élus

**Contributions des opérateurs / partenaires :**

Police Nationale (Direction de la voie publique)

## OBJECTIF N°2 : OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DES FONCTIONS SUPPORTS

### Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

### Résultats annuels

- Résultat annuel attendu 1 : organiser deux (02) séminaires de formation des agents
- Résultat annuel attendu 2 : déployé le réseau RAG dans une province ;
- Résultat annuel attendu 3 : Rendre Opérationnel le RAG (Réseau de l'Administration Gabonaise) dans quatorze départements
- Résultat annuel attendu 4 : collecte des données dans trois (03) provinces
- 

### Indicateurs

Intitulé	Unité	2023 Réalisation PAP	2024 Prévision PAP	2025 Cible	2026 Prévision	Cible Echéance pluriannuelle 20XX
Nombre de référentiel de métier	nombre	1	1	N/A	N/A	N/A
Nombre de formations pour le renforcement de capacités des agents	nombre	N/A	2	2	1	5
Nombre de provinces sur lesquelles le réseau RAG est déployé		6	2	1	0	9
Nombre de départements sur lesquelles le réseau RAG est déployé		N/A	14	14	14	48
Nombre de provinces prévues pour la collecte des données		N/A	2	3	4	9

**Source des données :** Secrétariat Général, Direction Centrale des Ressources Humaines

### Précisions méthodologiques :

#### Indicateur 1 : Nombre de provinces sur lesquelles le réseau RAG est déployé

Simple décompte.

### ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Etat des lieux des différents sites
- Acquisition et configuration des équipements réseaux
- Mise en service

### CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

Direction Générale de la Fonction Publique (DGFP) : appui et conseil.

ANINF : appui matériel et technique

# PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

## PROPOSITIONS BUDGETAIRES

### PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement					
	Ouvertes en LF (1) pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027	Votés en LF pour 2024	Demandées pour 2025			Prévisions 2026	Prévisions 2027
		Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP				Montant hors ADP	FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2025	Montant y compris ADP		
<b>2.157.1: Pilotage de la stratégie ministérielle</b>	<b>191 505 689</b>	<b>592 120 167</b>	<b>-</b>	<b>592 120 167</b>	<b>592 120 167</b>	<b>592 120 167</b>	<b>191 505 689</b>	<b>592 120 167</b>	<b>-</b>	<b>592 120 167</b>	<b>592 120 167</b>	<b>592 120 167</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	-	200 614 478	-	200 614 478	200 614 478	200 614 478	-	200 614 478	-	200 614 478	200 614 478	200 614 478
Titre 3. Dépenses de biens et services	191 505 689	291 505 689	-	291 505 689	291 505 689	291 505 689	191 505 689	291 505 689	-	291 505 689	291 505 689	291 505 689
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000
<b>2.157.2: Coordination Administrative</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>-</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>-</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>	<b>2 142 378 842</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	1 947 508 775	1 947 508 775	-	1 947 508 775	1 947 508 775	1 947 508 775	1 947 508 775	1 947 508 775	-	1 947 508 775	1 947 508 775	1 947 508 775
Titre 3. Dépenses de biens et services	194 870 067	194 870 067	-	194 870 067	194 870 067	194 870 067	194 870 067	194 870 067	-	194 870 067	194 870 067	194 870 067
<b>Total pour le programme Pilotage et soutien aux politiques d'administration du territoire et de sécurité</b>	<b>2 333 884 531</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>-</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 333 884 531</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>-</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>
Titre 2. Dépenses de personnel	1 947 508 775	2 148 123 253	-	2 148 123 253	2 148 123 253	2 148 123 253	1 947 508 775	2 148 123 253	-	2 148 123 253	2 148 123 253	2 148 123 253
Titre 3. Dépenses de biens et services	386 375 756	486 375 756	-	486 375 756	486 375 756	486 375 756	386 375 756	486 375 756	-	486 375 756	486 375 756	486 375 756
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-	100 000 000	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000

(4) FDC : fonds de concours (article 57 alinéa 2 de la LOLFEB)  
ADP : attributions de produits (article 57 alinéa 4 de la LOLFEB)

# JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

## AUTRES DEPENSES

### JUSTIFICATION PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
<b>Action 1 : pilotage de la stratégie ministérielle</b>			592 120 167	592 120 167	
Activité 1: pilotage de la politique publique			385 614 478	385 614 478	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>			<b>200 614 478</b>	<b>200 614 478</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>			<b>85 000 000</b>	<b>85 000 000</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
Loyer					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>85 000 000</b>	<b>85 000 000</b>	
Entretien et réparation – véhicules de fonction	1 250 000*3 ( Ministre et 2 DC)	3 750 000	3 750 000	3 750 000	
Entretien et réparations -véhicules divers	1 250 000*3 ( véhicules divers)	3 750 000	3 750 000	3 750 000	
Entretien et réparations -Equipement Informatique			1 250 000	1 250 000	
Fournitures informatiques	62 500 *100 (cartouches d'encre tooner et cartouches divers)	6 250 000	6 250 000	6 250 000	
Papeterie	25000* 100 (cartons de rames de papier A4/A3)	2 500 000	2 500 000	2 500 000	
Fournitures de bureaux diverses	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	
Carburant – véhicules de fonction	1 000 000 * 10 véhicules	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
Carburant - véhicules divers	1 000 000 * 10 véhicules	10 000 000	10 000 000	10 000 000	
Frais de missions au Gabon		30 000 000	30 000 000	30 000 000	Dans le contexte de la transition le nombre de missions effectuées au cours de l'année a connu une augmentation significative
Frais de déplacement au Gabon		15 000 000	15 000 000	15 000 000	
<b>Autres dépenses</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Dépenses obligatoires</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
Subventions ...					
Transferts aux ménage ...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
Subventions ...					
Transferts aux ménage ...					
<b>Autres dépenses</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 5: investissement</b>			<b>100 000 000</b>	<b>100 000 000</b>	
Acquisition équipement informatique					
Acquisition équipement et machine spécialisée					
Acquisition véhicule					
Autre dépenses (à préciser)					
<b>Activité 2: Gestion de la décentralisation:</b>			<b>30 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>30 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	
Entretien et réparation – véhicules de fonction	625 000	625 000	625 000	625 000	
Entretien et réparations -véhicules divers	625 000	625 000	625 000	625 000	
Entretien et réparations -Equipement Informatique	625 000	625 000	625 000	625 000	
Fournitures informatiques	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	
Papeterie	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000	
Fournitures de bureaux diverses	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000	
Carburant – véhicules de fonction	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	
Carburant - véhicules divers	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	
Frais de missions au Gabon	10 000 000	10 000 000		10 000 000	
Frais de missions hors du Gabon	0 000 000	0 000 000		1 000 000	
Frais de déplacements au Gabon	5 625 000	5 625 000		5 625 000	
Frais de déplacements hors du Gabon	0 000 000	0 000 000		1 000 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 5: investissement</b>					
Equipement informatique					
Equipement et machine spécialisée					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 3: Opérationnalisation dun PAP:</b>			<b>33 555 689</b>	<b>33 555 689</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>33 555 689</b>	<b>33 555 689</b>	
Entretien et réparations -véhicules divers	1 000 000	2 000 000		3 000 000	
Fournitures	6 055 689	6 055 689		6 055 689	

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Carburant - véhicules divers	5*1000000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	
Frais de missions au Gabon	2250000*10	22 500 000	22 500 000	22 500 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 5: investissement</b>					
Equipement informatique					
Equipement et machine spécialisée					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 4 : Contrôle de la gestion de l'administration centrale</b>			<b>85 750 000</b>	<b>85 750 000</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>85 750 000</b>	<b>85 750 000</b>	
Entretien et réparations -Equipement Informatique		0 000 000	-	-	
Entretien et réparations – équipement de bureaux climatiseurs)		0 000 000	-	-	
Fournitures informatiques		1 250 000	1 250 000	1 250 000	
Papeterie		625 000	625 000	625 000	
Fournitures de bureaux diverses		625 000	625 000	625 000	
Carburant - véhicules divers		1 250 000	1 250 000	1 250 000	
Frais de missions au Gabon		8 750 000	8 750 000	8 750 000	
Frais de déplacements au Gabon		3 750 000	3 750 000	3 750 000	
mission d'inspection dans trois provinces		31 000 000	31 000 000	31 000 000	Prise en compte de deux indicateurs pour le premier objectif
seminaire de formation des élus locaux		31 000 000	31 000 000	31 000 000	
Fournitures informatiques (Impression et vulgarisation des manuels de procédure)		7 500 000	7 500 000	7 500 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 5: investissement</b>					
Equipement informatique					
Equipement et machine spécialisée					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 5: Contrôle de la gestion des forces de police nationale</b>			<b>57 200 000</b>	<b>57 200 000</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>57 200 000</b>	<b>57 200 000</b>	
Entretien et réparations -véhicules divers	1 000 000		1 000 000	1 000 000	
Entretien et réparations -Equipement Informatique	1 200 000		1 200 000	1 200 000	
Fournitures informatiques	2 000 000		2 000 000	2 000 000	
Papeterie	1 000 000		2 500 000	2 500 000	
Fournitures de bureaux diverses	1 500 000		1 250 000	1 250 000	
Carburant – véhicules de fonction	3 750 000		3 750 000	3 750 000	
Carburant - véhicules divers	8 750 000		8 750 000	8 750 000	
Frais de missions au Gabon sensibilisation aux bonnes pratiques	15 000 000		15 000 000	15 000 000	
Frais de déplacements au Gabon sensibilisation aux bonnes pratiques	6 750 000		6 750 000	6 750 000	
Etudes et création des délégations provinciales IGFPN	15 000 000		15 000 000	15 000 000	Dans le cadre de la transition sous l'instruction des hautes autorités
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 5: investissement</b>					
Equipement informatique					
Equipement et machine spécialisée					
Autres dépenses (à préciser)					

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
<b>Action 2: Coordination Administrative</b>			2 142 378 842	2 142 378 842	
<b>Activité 1 : coordination de l'action de l'Administration SG</b>			1 992 258 775	1 992 258 775	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>	1 947 508 775		1 947 508 775	1 947 508 775	
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>44 750 000</b>	<b>44 750 000</b>	
Entretien et réparations -véhicules divers	0 000 000		0 000 000	0 000 000	
Entretien et réparations -Equipement Informatique	0 000 000		0 000 000	0 000 000	
Fournitures informatiques	6 000 000		6 000 000	6 000 000	
Papeterie	2 000 000		2 000 000	2 000 000	
Fournitures de bureaux diverses	2 500 000		2 500 000	2 500 000	
Carburant – véhicules de fonction	8 000 000		8 000 000	8 000 000	
Carburant - véhicules divers	6 250 000		6 250 000	6 250 000	
Frais de missions au Gabon	5 000 000		5 000 000	5 000 000	
Frais de déplacements au Gabon	5 000 000		5 000 000	5 000 000	
reception d'hotes	5 000 000		5 000 000	5 000 000	
alimentation/boisson hygienique	5 000 000		5 000 000	5 000 000	
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 2 : coordination de l'action de l'Administration SGA</b>			<b>10 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>10 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	
Entretien et réparations -véhicules divers	-	-	-	-	
Entretien et réparations -Equipement Informatique	-	-	-	-	

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Fournitures informatiques		2 000 000	2 000 000	2 000 000	
Papeterie		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
Fournitures de bureaux diverses		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
Carburant – véhicules de fonction		3 500 000	3 500 000	3 500 000	
Carburant - véhicules divers		2 500 000	2 500 000	2 500 000	
Frais de missions au Gabon					
Frais de déplacements au Gabon					
Fourniture d'imprimerie					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité N 3 : Gestion de la décentralisation</b>			20 000 000	20 000 000	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			20 000 000	20 000 000	
Entretien et réparations -véhicules divers	-	-	-	-	
Entretien et réparations -Equipement Informatique	-	-	-	-	
Fournitures informatiques		1 875 000	1 875 000	1 875 000	
Papeterie		1 205 000	1 205 000	1 205 000	
Fournitures de bureaux diverses		650 000	650 000	650 000	
Carburant – véhicules de fonction		6 735 000	6 735 000	6 735 000	
Carburant - véhicules divers					
Frais de missions au Gabon		7 035 000	7 035 000	7 035 000	
Frais de déplacements au Gabon		2 500 000	2 500 000	2 500 000	
Fourniture d'imprimerie					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité4 : Gestion et développement du système d'information et des équipements informatiques DCSI</b>			<b>26 375 002</b>	<b>26 375 002</b>	
<i>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</i>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>26 375 002</b>	<b>26 375 003</b>	
Entretien et réparations -Equipement Informatique	2 000 001		2 000 002	2 000 003	
Entretien et réparations -Equipement de communication	1 000 000		2 000 000	3 000 000	
Papeterie	5 000 000		5 000 000	5 000 000	
Fournitures informatiques	3 125 000		3 125 000	3 125 000	
Fournitures d'entretien-bâtiment et équipement administratif	1 000 000		2 000 000	3 000 000	
Fournitures de bureaux divers	1 250 000		1 250 000	1 250 000	
carburant véhicules divers	3 750 000		3 750 000	3 750 000	
Frais de déplacement pour l'Etat des lieux des sites des deux provinces	1 250 000		1 250 000	1 250 000	
Frais de Mission pour l'installation des sites de deux provinces et quatorze départements	10 000 000		10 000 000	10 000 000	Prise en compte de deux indicateurs pour le second objectif
Fourniture d'imprimerie					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 5 :Gestion Budgétaire, financière et comptable</b>			<b>15 625 000</b>	<b>15 625 000</b>	
<i>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</i>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>15 625 000</b>	<b>15 625 000</b>	

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
Fournitures d'entretien-bâtiment et équipement administratif					
Fournitures de bureaux diverses	625 000	625 000	625 000		
Fournitures informatiques	1 875 000	1 875 000	1 875 000		
Papeterie	1 250 000	1 250 000	1 250 000		
carburant véhicules divers	4 375 000	4 375 000	4 375 000		
Frais de Mission au Gabon	5 000 000	5 000 000	5 000 000		
frais de déplacement au Gabon	2 500 000	2 500 000	2 500 000		
Aliments divers	1 000 000	2 000 000	3 000 000		
frais relatifs à l'unité de contrôle	-	-	-		
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 6 : Gestion et Développement des ressources humaines</b>			<b>35 100 000</b>	<b>35 100 000</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>35 100 000</b>	<b>35 100 000</b>	
Entretien et réparations -véhicules de fonction	1 500 000	1 500 000	1 500 000		
Entretien et réparations -climatiseurs	1 500 000	1 500 000	1 500 000		
Fournitures de bureaux diverses	3 000 000	3 000 000	3 000 000		
Fournitures informatiques	6 600 000	6 600 000	6 600 000		
Papeterie	2 000 000	2 000 000	2 000 000		
carburant véhicules divers	3 500 000	3 500 000	3 500 000		
Frais de Mission au Gabon	5 000 000	5 000 000	5 000 000		
Frais de déplacement au Gabon	2 000 000	2 000 000	2 000 000		
Frais de formation de renforcement de capacité des agents	5 000 000	5 000 000	5 000 000		Prise en compte de deux indicateurs pour le second objecti
collecte des données du personnel	5 000 000	5 000 000	5 000 000		
Fourniture d'imprimerie					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					

Actions-Activité	Déterminants physiques et financiers		Montants		Observations
			LF 2025		
			AE	CP	
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Activité 7 : Gestion du matériel</b>			<b>12 000 000</b>	<b>12 000 000</b>	
<b>Titre 2 (hors solde permanente et MONP)</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
vacation					
Frais de session des institutions...					
<b>Titre 3: Biens et services</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Baux administratifs					
Frais de scolarité					
Convention...					
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>12 000 000</b>	<b>12 000 000</b>	
Entretien et réparation véhicules/bus	3 bus	5 000 000	5 000 000	5 000 000	le transport du personnel du ministère est effectif depuis 2024
Fournitures de bureaux diverses		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
Papeterie		1 000 000	1 000 000	1 000 000	
carburant véhicules divers	3 bus	5 000 000	5 000 000	5 000 000	
Fourniture d'imprimerie					
<b>Autres dépenses</b>					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 4: Transferts</b>					
<b>Dépenses obligatoires</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Dépenses Indispensables</b>					
Subventions					
Transferts aux ménages...					
<b>Autres dépenses</b>					
vacation					
Autres dépenses (à préciser)					
<b>Titre 5: investissement</b>					
Equipement informatique					
Equipement et machine spécialisée					
<b>Gabon Egalité</b>			<b>31 020 065</b>	<b>31 020 065</b>	
<b>Dépenses Indispensables</b>			<b>31 020 065</b>	<b>31 020 065</b>	
séminaire de renforcement de capacités des transcrip-teurs et personnels de santé		8 020 065	8 020 065	8 020 065	le transport du personnel du ministère est effectif depuis 2024
frais de mission au Gabon		5 000 000	5 000 000	5 000 000	
frais de déplacement au Gabon		3 000 000	3 000 000	3 000 000	
opérationnalisation des bureaux d'état civil sur les neuf provinces		5 000 000	5 000 000	5 000 000	
carburant véhicules divers		5 000 000	5 000 000	5 000 000	
transport logisique		5 000 000	5 000 000	5 000 000	
<b>Total programme</b>	-	-	<b>2 734 499 009</b>	<b>2 734 499 009</b>	-

# RATTACHEMENT DES SERVICES

2 157: Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité				
2	157	<b>A1: Pilotage</b>		
2	157	<b>A1</b>	<b>K1: Cabinet</b>	0000 Libreville
2	157	A1	K1	Cabinet du Ministre
2	157	A1	K1	Cabinet du Ministre Délégué
2	157	<b>A1</b>	<b>K2</b>	Inspection Générale des services
2	157	<b>A1</b>	<b>K3</b>	Inspection Générale des Forces de Police Nationale
2	157	<b>A2 Coordination administrative</b>		
2	157	<b>A2</b>	<b>K1: Administration générale</b>	0000 Libreville
2	157	A2	K1	Secrétariat Général
2	157	A2	K1	Secrétariat Général Adjoint
2	157	A2	K1	Service matériel
2	157	<b>A2</b>	<b>K2: Fonctions supports</b>	0000 Libreville
2	157	A2	K2	Direction Centrale des Affaires Financières
2	157	A2	K2	Direction Centrale des Ressources Humaines (DCRH)
2	157	A2	K2	Direction centrale des systèmes d'information
2	157	A2	K2	Direction centrale de la documentation et des archives
2	157	A2	K2	Direction centrale des Statistiques et des Etudes
2	157	A2	K2	Direction Centrale de la Communication
2	157	A2	K2	Direction Centrale des Affaires Juridiques
2	157	<b>A2</b>	<b>K3: Equipement informatique et mobilier</b>	0000 Libreville
2	157	<b>A2</b>	<b>K4: Equipement roulant</b>	0000 Libreville
2	157	<b>A2</b>	<b>K5: Gabon égalité</b>	0000 Libreville